



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

ONUSIDA

UNICEF • PAM • PNUD • UNFPA • ONUDC
OIT • UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

Orientations pour demain : Unifier et intensifier l'appui aux pays



2003

ONUSIDA/03.32F (version française, août 2003)
ISBN: 92-9173-279-6

Version originale anglaise, UNAIDS/03.32E, juin 2003 :
Directions for the Future: Unifying and Intensifying Country Support
Traduction – ONUSIDA

© Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) 2003.

Tous droits de reproduction réservés. Les publications produites par l'ONUSIDA peuvent être obtenues auprès du Centre d'information de l'ONUSIDA. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de traduction des publications de l'ONUSIDA – qu'elles concernent la vente ou une distribution non commerciale – doivent être adressées au Centre d'Information à l'adresse ci-dessous ou par fax, au numéro +41 22 791 4187 ou par courriel : publicationpermissions@unaids.org.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent

de la part de l'ONUSIDA aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La mention de firmes et de produits commerciaux n'implique pas que ces firmes et produits commerciaux sont agréés ou recommandés par l'ONUSIDA, de préférence à d'autres. Sauf erreur ou omission, une majuscule initiale indique qu'il s'agit d'un nom déposé.

L'ONUSIDA ne garantit pas que l'information contenue dans la présente publication est complète et correcte et ne pourra être tenu pour responsable des dommages éventuels résultant de son utilisation.

ONUSIDA – 20 avenue Appia – 1211 Genève 27 – Suisse
tél. : (+41) 22 791 36 66 ; fax : (+41) 22 791 41 87
Courrier électronique : unaids@unaids.org – Internet : <http://www.unaids.org>



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

ONUSIDA

UNICEF • PAM • PNUD • UNFPA • ONUDC
OIT • UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

Orientations pour demain : Unifier et intensifier l'appui aux pays



2003

“Les demi-mesures et les réponses ponctuelles ne marchent pas. Les Nations Unies et tous les pays du monde ont adhéré à de nouvelles priorités quant ils ont entériné la Déclaration d’engagement lors de la Session extraordinaire de l’Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA en juin 2001. Il est temps de rassembler les pièces du puzzle. Les plans ont été établis. Les besoins sont évidents. Les solutions existent. La volonté politique s’affirme. Maintenant, agissons ! Notre préoccupation fondamentale doit être de soutenir l’action en faveur d’un élargissement massif de la mise en œuvre.”

— Dr Peter Piot, Directeur exécutif, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

Préface

Le Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA (CCP), à sa 13ème réunion en 2002, a reconnu la nécessité d'apporter des améliorations spécifiques au fonctionnement de l'ONUSIDA à l'échelon pays, à savoir l'importance d'un appui renforcé et mieux coordonné pour parvenir à des ripostes nationales multisectorielles élargies. En conséquence, le CCP a recommandé une intensification de l'action et du soutien à l'égard des pays.

Le présent document est un outil opérationnel qui a été élaboré par le Département Appui aux Pays et Régions (CRD) dans le but d'exécuter les recommandations du CCP. Il fournit un cadre global d'administration stratégique. Il comprend une liste des objectifs stratégiques du Département, les 13 résultats clés à obtenir, les pays prioritaires, les principales activités, les indicateurs de suivi et de notification ainsi que le budget du Département.

Le but général de CRD est d'élargir les ripostes nationales au VIH/SIDA. Le présent document constitue une feuille de route des orientations que devra prendre CRD dans l'avenir pour réaliser cet objectif. En choisissant des domaines d'intervention stratégique et en concentrant nos ressources sur un nombre déterminé de pays chaque année, CRD sera en mesure de communiquer les progrès spécifiques réalisés dans des pays particuliers. Toutefois, il ne s'agit pas de laisser de côté les autres pays ; CRD continuera, à leur demande, de leur fournir un appui de base.

Il est également important de souligner d'entrée que certaines questions importantes devront être abordées dans le cadre de l'action de CRD pour parvenir à chacun des 13 résultats clés, à savoir le leadership, les droits de la personne, le développement des capacités humaines et les urgences humanitaires.

Le **leadership** dans le cadre de l'action nationale a besoin de négociateurs et de personnalités d'influence dans tous les secteurs de la société. Il s'agit notamment des leaders à l'échelon national et local : présidents, religieux, parents, enseignants et personnes vivant avec le VIH/SIDA. Pour que ces personnes soient efficaces, elles doivent pouvoir s'appuyer sur des capacités renforcées leur permettant de s'affirmer dans leur sphère d'influence. En soutenant les réseaux de la société civile, en favorisant l'intégration du secteur privé dans les ripostes nationales au VIH/SIDA et en encourageant les alliances intergouvernementales contre le VIH/SIDA ainsi que grâce aux initiatives de leadership telles que AIDS Watch Africa, l'Organisation des Premières Dames d'Afrique contre le VIH/SIDA, le Forum du leadership en Asie et dans le Pacifique ou le Programme des Jeunes Ambassadeurs de la CARICOM, CRD apportera son soutien à l'élargissement et au renforcement des capacités de leadership.

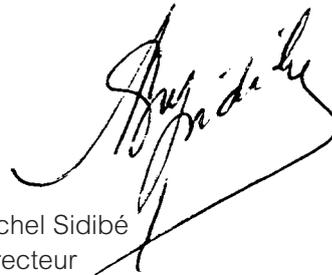
La riposte des Nations Unies à tous les problèmes humains doit s'appuyer sur des bases qui tiennent pour inaliénables les principes des **droits de la personne** et de la dignité humaine. Par conséquent, il est important, pour faire en sorte que ces principes restent la pierre angulaire de l'approche de l'ONUSIDA, que CRD poursuive son engagement en faveur d'une riposte au VIH/SIDA fondée sur les droits humains et garantissant la dignité de toutes les personnes concernées.

Mais même lorsque tous ces éléments sont totalement réunis, les ripostes au VIH échouent si les **capacités humaines** manquent en matière de gestion et d'exécution. L'information stratégique comme les capacités sont nécessaires pour élargir avec succès les ripostes nationales au VIH/SIDA. Elles dépendent toutes deux de contributions à la fois locales et extérieures. Les données et les informations précises doivent être gérées de manière stratégique et utilisées pour guider les activités programmatiques. Durant le processus de

conceptualisation de ses orientations futures, CRD a intégré le développement des capacités humaines dans la quasi-totalité des résultats clés à obtenir. Même dans les situations où les ressources financières sont suffisantes pour induire un changement, les limites placées par le manque de ressources humaines bloquent le succès. Si elle n'apparaît pas comme un résultat clé séparé, la capacité humaine à réaliser les tâches prévues est considérée comme étant d'une importance capitale et son renforcement bénéficie d'une priorité élevée certaine pour obtenir une aide des Nations Unies.

De même, CRD reconnaît que de nombreux pays qu'il doit servir connaissent **des besoins ou des crises humanitaires** à des degrés divers. La riposte au VIH/SIDA dans ces contextes doit à l'évidence tenir compte de tous les autres problèmes auxquels les populations de ces nations doivent également faire face. Des stratégies particulières aux régions en conflit, dans le besoin ou en crise doivent être mises en œuvre si l'on veut obtenir de bons résultats.

Si nous intensifions et unifions maintenant tout l'appui que nous apportons aux pays en suivant une nouvelle approche – axée sur le leadership et l'action – je suis convaincu que nous pourrons faire la différence et que, avant la fin de 2003, nous verrons des résultats positifs.



Michel Sidibé
Directeur
Département Appui aux Pays et Régions
ONUSIDA

Table des matières

Préface	4
Acronymes	8
Partie I : Créer un cadre de mise en œuvre	
Section 1 : Objectifs stratégiques et résultats clés de CRD	9
Section 2 : Définition des priorités de l'appui aux initiatives nationales et régionales	12
Section 3 : Renforcement de la capacité de l'ONUSIDA à l'échelon pays	14
Section 4 : Gestion du plan opérationnel de CRD	18
Partie II : Objectifs stratégiques de CRD	
Objectif stratégique 1	
Responsabiliser le leadership pour une riposte efficace à l'échelon pays	25
Résultat clé : Organes nationaux de coordination du SIDA renforcés	25
Résultat clé : Initiatives régionales et nationales de leadership soutenues pour renforcer la riposte du pays	27
Résultat clé : Programmation commune des Nations Unies améliorée par la mise en œuvre des UN-ISP et de plans d'action régionaux des Nations Unies	28
Objectif stratégique 2	
Mobiliser et responsabiliser les partenariats publics, privés et de la société civile à l'échelon pays	31
Résultat clé : Forums partenariaux renforcés et élargis à l'échelon pays par l'intégration de la société civile et du secteur privé	32
Résultat clé : La société civile obtient les moyens de participer au dialogue social, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques	34
Objectif stratégique 3	
Promouvoir et renforcer la gestion nationale de l'information stratégique	37
Résultat clé : Les meilleures pratiques spécifiques au pays sont identifiées, documentées, diffusées et utilisées	38
Résultat clé : Information stratégique obtenue grâce aux rapports d'activité du pays et à l'analyse des tendances régionales	40
Objectif stratégique 4	
Renforcer les capacités de surveillance, de suivi et d'évaluation des actions nationales de lutte	43
Résultat clé : Système d'information sur la riposte des pays (CRIS) mis en place pour suivre, surveiller et évaluer les ripostes des pays	44
Résultat clé : Examens participatifs des activités nationales conduits par le gouvernement organisés	45
Résultat clé : Définition des lacunes en matière de ressources, calcul des coûts et budgétisation des plans et allocation stratégique des ressources	47

Objectif stratégique 5**Faciliter l'accès aux ressources techniques et financières à l'échelon pays 51**

Résultat clé : VIH/SIDA intégré dans les cadres pertinents de développement 53

Résultat clé : Soutien aux pays pour l'obtention de ressources financières 54

Résultat clé : Appui technique aux partenaires fourni par des Mécanismes de coordination technique 56

Annexes

Annexe 1. Résumé des recommandations du CCP 61

Annexe 2. Budget de CRD 2003-2005 65

Annexe 3. Cartes mondiales de la présence de l'ONUSIDA dans les pays et augmentation prévue avant la fin de 2005 67

Présence actuelle dans les pays, juin 2003 68

Augmentation proposée de la capacité de l'ONUSIDA par pays (2003-2005) 69

Annexe 4. La crise du SIDA en Afrique australe – 10 actions pour renforcer la riposte du système des Nations Unies (adoptées par le Comité des Organisations coparrainantes de l'ONUSIDA en avril 2003) 71

Annexe 5. Le programme ONUSIDA/UNITAR pour le renforcement des compétences en matière de lutte contre le SIDA 73

Acronymes

ANASE	Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
BPTI	Budget-plan de travail intégré
CARICOM	Secrétariat de la Communauté des Caraïbes
CCP	Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA
CEI	Communauté des Etats Indépendants
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CHGA	Commission de haut niveau sur le VIH/SIDA et la gouvernance en Afrique
CNS	Conseil national du SIDA
COP	Coordonnateur de l'ONUSIDA dans le(s) Pays
CPI	Unité Communication et information du public (Secrétariat de l'ONUSIDA)
CPP	Conseiller de Programme dans le(s) Pays
CRD	Département Appui aux pays et régions (Secrétariat de l'ONUSIDA)
CRIS	Système d'information sur la riposte des pays
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
FAP	Fonds d'accélération programmatique
GIPA	Participation accrue des personnes vivant avec le VIH/SIDA
GRID	Base de données informatiques sur la riposte mondiale
HRM	Unité Gestion des ressources humaines (Secrétariat de l'ONUSIDA)
IRT	Unité Technologie et systèmes de l'information (Secrétariat de l'ONUSIDA)
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement économiques
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PDA	Conseiller en Développement du Programme (ONUSIDA)
PDC	Groupe de Coordination et de Développement du Programme (Secrétariat de l'ONUSIDA)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPS	Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA (Banque mondiale)
PPTE	Initiative en faveur des pays pauvres très endettés
PVS	Personne vivant avec le VIH/SIDA
RIACSO	Bureau régional interinstitutions de coordination et d'appui
SIF	Unité Information stratégique (Secrétariat de l'ONUSIDA)
SMI	Département Mobilisation sociale et information (Secrétariat de l'ONUSIDA)
SSD	Division de l'Appui stratégique (Secrétariat de l'ONUSIDA)
UNDAF	Cadre d'aide au développement des Nations Unies
UNDG	Groupe des Nations Unies pour le Développement
UNGASS	Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies
UN-ISP	Plan d'appui à la mise en œuvre de la riposte nationale de l'Equipe de pays des Nations Unies
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche

Partie I : Créer un cadre de mise en œuvre

Section 1 : Objectifs stratégiques et résultats clés de CRD

Section 2 : Définition des priorités de l'appui aux initiatives nationales et régionales

Section 3 : Renforcement de la capacité de l'ONUSIDA à l'échelon pays

Section 4 : Gestion du plan opérationnel de CRD

Section 1 : Objectifs stratégiques et résultats clés de CRD

Si l'on veut résoudre les problèmes posés par le VIH/SIDA, la clé du succès repose dans les pays. Aujourd'hui, muni des recommandations du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA en faveur d'une intensification de l'action et de l'appui au niveau national, le Secrétariat de l'ONUSIDA est prêt à rassembler toutes les forces de ses partenariats et de ses alliances pour inverser de manière importante et durable le cours de l'épidémie. Comme l'a résumé le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, le Dr Peter Piot, les recommandations se divisent en trois catégories, qui définissent le plan de travail du Secrétariat de l'ONUSIDA :

- amélioration de l'appui aux ripostes nationales, à savoir l'organisation d'examens communs conduits par les gouvernements, l'élaboration de Plans d'appui à la mise en œuvre de la riposte nationale de l'Equipe de pays des Nations Unies (UN-ISP), le renforcement des capacités nationales de gestion de l'information stratégique (y compris le CRIS – Système d'information sur la riposte des pays), une meilleure coordination de la fourniture des ressources techniques et la promotion des meilleures pratiques ;
- amélioration du fonctionnement des Groupes thématiques, notamment élargissement des fonctions du Conseiller de Programme dans le(s) Pays (CPP) qui deviendrait Coordonnateur de l'ONUSIDA dans le(s) Pays (COP), dans certains pays ; renforcement des capacités en personnel dans des domaines essentiels – notamment dans le suivi et l'évaluation, la mobilisation des ressources et le soutien aux partenariats ; la stabilisation du leadership des Groupes thématiques ; des programmes d'apprentissage intensifiés ; et une plus grande utilisation stratégique des Fonds d'accélération programmatiques (FAP) ; et
- intensification des activités dans des domaines clés, notamment renforcer le plaidoyer à l'échelon des pays et relever les défis posés par le VIH/SIDA dans le contexte de la sécurité, de la stabilité et des actions humanitaires.

Le CCP a également approuvé cinq fonctions transversales applicables à tous les niveaux de l'ONUSIDA, qui guident ses actions à l'échelon national, régional et mondial. A partir des recommandations du CCP, CRD a identifié les domaines d'action correspondant à l'appui

aux pays et aux régions. Sur la base de ces recommandations, CRD a défini des objectifs stratégiques qui guideront l'action du Département et constitueront l'axe de son programme de travail entre 2003 et 2005.

Objectif stratégique 1 : **Responsabiliser le leadership pour une riposte efficace à l'échelon pays** (Fonction transversale du CCP No 1)

Objectif stratégique 2 : **Mobiliser et responsabiliser les partenariats publics, privés et de la société civile à l'échelon pays** (Fonction transversale du CCP No 4)

Objectif stratégique 3 : **Promouvoir et renforcer la gestion nationale de l'information stratégique** (Fonction transversale du CCP No 2)

Objectif stratégique 4 : **Renforcer les capacités de surveillance, de suivi et d'évaluation des actions nationales de lutte** (Fonction transversale du CCP No 3)

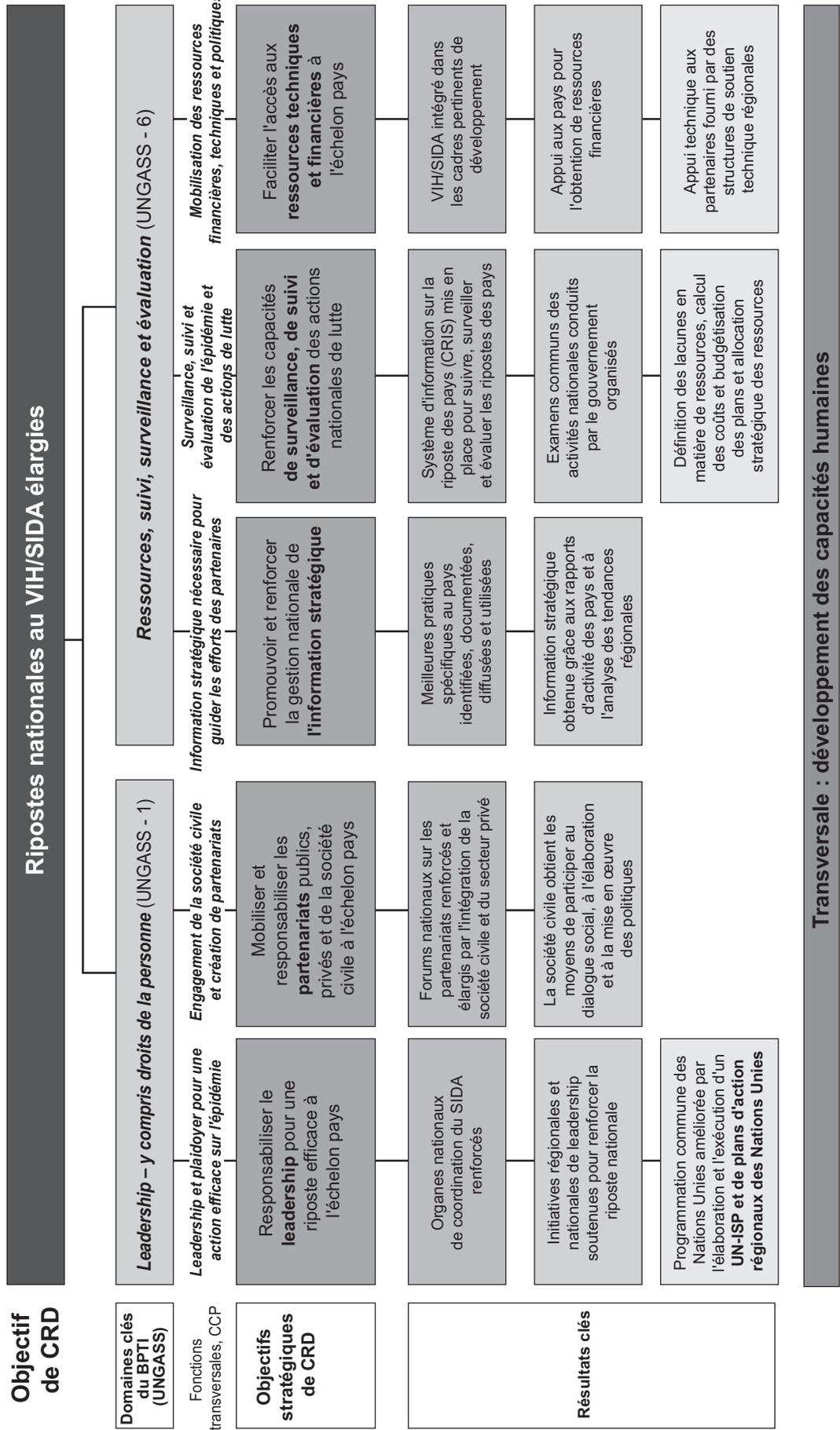
Objectif stratégique 5 : **Faciliter l'accès aux ressources techniques et financières à l'échelon pays** (Fonction transversale du CCP No 5)

CRD a également identifié des activités qui devront être exécutées en priorité pour réaliser chacun des objectifs stratégiques. Ces activités, ce sont les 13 résultats clés (voir Tableau 1), qui correspondent tous à des domaines de travail qui représentent, pour le Secrétariat et les Coparrainants de l'ONUSIDA, les créneaux particuliers dans lesquels ils pourront contribuer à des ripostes réellement élargies.

Dans la Partie II du présent document, chacun des objectifs stratégiques, ainsi que les résultats clés qui y correspondent, seront décrits plus en détail, avec notamment des données sur la raison d'être, les lacunes, l'approche de CRD, les principales activités et les indicateurs.

Guidé par ces objectifs stratégiques et ces résultats clés, CRD fixera des priorités pour l'allocation des ressources à l'appui des pays. Le processus de définition des priorités qui figure dans la section suivante traite à la fois de la hiérarchisation des pays qui bénéficieront des ressources de CRD et de la hiérarchisation du soutien qui sera fourni par CRD.

Tableau 1 : Résultats clés à obtenir en fonction de chaque objectif stratégique de CRD



Section 2 : Définition des priorités de l'appui aux initiatives nationales et régionales

En se basant sur un modèle précédent de définition des priorités pour l'allocation des ressources de l'ONUSIDA aux activités nationales, qui avait été approuvé par le CCP en 1999, CRD a perfectionné encore ce modèle afin d'accommoder les besoins et capacités actuels des pays. L'objectif du processus de définition des priorités a été de parvenir à une **sélection de plusieurs pays**, ainsi qu'au **type et à la nature des activités à soutenir**, afin de guider le Secrétariat de l'ONUSIDA dans l'allocation de ses ressources. CRD appliquera ce modèle actualisé pour réaliser ses Objectifs stratégiques et Résultats clés dans les pays choisis, en accordant l'attention nécessaire aux **initiatives régionales spéciales**.

Les critères suivants ont été appliqués pour sélectionner les pays prioritaires :

Situation de l'épidémie – taux actuels de prévalence du VIH et fardeau potentiel du VIH/SIDA

Ce premier critère fournit à CRD un tableau de la situation de l'épidémie dans le pays. Il n'existe pas de meilleur critère fondé sur les besoins, en particulier lorsque sont associées la prévalence actuelle et une évaluation du fardeau potentiel, basée sur les données de tendance de l'épidémie par rapport à la taille de la population vulnérable.

Considérations organisationnelles ou géopolitiques pressantes

On compte quelques pays dans lesquels, en plus du premier critère, des considérations organisationnelles ou géopolitiques pressantes exigent une attention prioritaire. Il s'agit :

- des grands pays sur le plan de la taille, de la population, de l'importance géopolitique (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Mexique, Nigéria et Ukraine) ;
- des pays qui ont déjà été choisis pour bénéficier d'une action intensifiée spéciale de la part des Nations Unies (Ghana, Haïti, Honduras, Malawi, Mali et Myanmar) ;
- de groupes sous-régionaux qui offrent des possibilités stratégiques de synergies et d'économies d'échelle dans le soutien aux ripostes, à savoir les pays des Caraïbes, du Caucase ou les Républiques d'Asie centrale.

Besoins et opportunités se rapportant aux objectifs stratégiques et aux résultats clés attendus de CRD ou les reflétant

- accès aux importantes ressources du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, du Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA (PPS) de la Banque mondiale, ou des fondations ;
- processus nationaux en rapport avec les Cadres d'aide au développement des Nations Unies (UNDAF), les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et d'autres instruments de rationalisation du développement ;
- situations d'urgence, de conflit ou d'après-conflit (p. ex. Angola et Soudan) qui présentent à la fois des besoins pressants et des opportunités de prévention et d'atténuation de l'impact du VIH/SIDA.

L'articulation d'objectifs bien définis et de résultats clés donne à CRD un cadre solide autour duquel définir plus précisément les besoins et opportunités qui coïncident avec la manière dont CRD envisage la contribution spécifique de son appui à l'élargissement des actions nationales. Ce critère reflète notre meilleur jugement du potentiel dont disposent à la

fois le Secrétariat de l'ONUSIDA et le système des Nations Unies pour contribuer à influencer de manière réelle et durable la prévention du VIH et l'atténuation de l'épidémie. Dans le même temps, il reflète une volonté de saisir les occasions de faire la différence et de permettre des changements dans l'environnement.

Après avoir appliqué les critères ci-dessus à tous les pays dans chacune des Divisions géographiques de CRD (Afrique, Asie-Pacifique et Moyen-Orient, Europe et les Amériques), les 53 premiers pays ont été choisis pour bénéficier de l'attention prioritaire de CRD (voir Tableau 2). Parmi ces 53 pays, 31 (plus les Caraïbes) ont été identifiés comme pays à priorité élevée, dans lesquels un appui immédiat sera fourni par CRD pour aider les pays à réaliser les objectifs stratégiques et les résultats clés.

Les pays à priorité élevée seront les premiers à recevoir un appui intensifié par l'intermédiaire du Coordonnateur de l'ONUSIDA dans le(s) Pays, des examens conjoints dirigés par le gouvernement, du Plan d'appui à la mise en œuvre de la riposte nationale de l'Equipe de pays des Nations Unies (UN-ISP) et d'une augmentation de la capacité humaine à l'échelon pays. Au cours du prochain exercice biennal (2004-2005), CRD continuera à apporter un appui intensifié aux autres pays prioritaires. Il est important de noter que la définition des priorités permettra de réviser périodiquement la catégorisation des pays afin de les reclasser au fur et à mesure de l'évolution des besoins et des situations.

Ces 53 pays recevront certes un appui intensifié étant donné leur statut prioritaire, mais il va sans dire que CRD continuera de fournir un soutien de base aux autres pays sur demande et dans les limites des ressources humaines et financières à la disposition du Département. Cet appui peut par exemple prendre la forme d'un apport direct de ressources financières à des pays par le biais du Fonds d'accélération programmatique de l'ONUSIDA.

En plus de hiérarchiser les pays bénéficiant d'un appui intensifié, il convient de soutenir les **actions régionales** dans le cadre de l'effort général à l'appui des ripostes des pays. Les actions et initiatives régionales

- (i) permettent aux pays dotés de caractéristiques et de besoins analogues de profiter d'un axe stratégique commun ;
- (ii) sont l'occasion d'attirer des ressources régionales à l'appui des actions nationales élargies ; et
- (iii) encouragent les pays à appliquer les leçons tirées des expériences et des pratiques qui ne se limitent pas à un seul pays.

En même temps, elles apportent au système des Nations Unies et au Secrétariat de l'ONUSIDA des orientations claires concernant les stratégies et approches les mieux adaptées à une structure régionale à l'appui des efforts des pays : amélioration de l'accès aux ressources techniques par la création de systèmes de ressources techniques regroupant plusieurs institutions ; plaidoyer politique ; et contribution aux partenariats et coalitions régionaux. Grâce au feedback et à l'information stratégique obtenue auprès des bureaux de l'Equipe interpays de l'ONUSIDA et en étroite collaboration avec les organisations du système des Nations Unies, des donateurs bilatéraux, des ONG internationales et des organismes intergouvernementaux qui participent à des activités régionales et à des projets interpays liés au VIH/SIDA, CRD définira la priorité à donner à l'appui de certaines initiatives régionales qui ont le potentiel de faire la différence dans le domaine de la prévention du VIH et de l'élargissement des ripostes nationales au VIH/SIDA.

Tableau 2 : Pays sélectionnés

Afrique		Asie-Pacifique	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Europe	Amérique latine et Caraïbes
Afrique du Sud	Burkina Faso	Cambodge	République islamique d'Iran	Fédération de Russie	Brésil
Angola	Burundi	Chine	Soudan	Ukraine	Haïti
Botswana	Cameroun	Inde	Algérie	Kirghizistan	Honduras
Ethiopie	Côte d'Ivoire	Indonésie		République de Moldova	Jamaïque
Kenya	Ghana	Myanmar		Tadjikistan	Pays de la Région des Caraïbes*
Malawi	Guinée	Pakistan			Argentine
Mozambique	Lesotho	Papouasie-Nouvelle-Guinée			Guyana
Nigéria	Madagascar	Thaïlande			République dominicaine
Ouganda	Namibie	Bangladesh			
République démocratique du Congo	République centrafricaine	Népal			
République-Unie de Tanzanie	Sierra Leone	Sri Lanka			
Rwanda	Swaziland	Viet Nam			
Sénégal					
Zambie					
Zimbabwe					

Note : Les pays grisés sont les pays à priorité élevée.
 * L'appui aux pays de la région des Caraïbes sera traité en priorité.

Section 3 : Renforcement de la capacité de l'ONUSIDA à l'échelon pays

CRD continue à analyser les capacités des pays et a identifié les pays dans lesquels un renforcement immédiat de ces capacités se justifie. A cette fin, CRD commencera par mettre en œuvre l'**Action 23** recommandée par le CCP : «L'ONUSIDA prendra des dispositions sans tarder pour placer des **Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans les Pays** en commençant par ceux où le besoin est le plus urgent afin d'aider les pays à entreprendre et à maintenir une riposte élargie efficace et d'offrir des occasions stratégiques au système des Nations Unies

de contribuer à l'intensification de ces ripostes». Cette action nécessitera des ressources provenant de la composante 'interinstitutions' du Budget-plan de travail intégré (BPTI).

Pour assurer le meilleur impact possible à l'appui intensifié du système des Nations Unies dans les pays dont les besoins sont les plus urgents, des ressources supplémentaires en personnel seront également nécessaires. Suivant ainsi l'**Action 22** recommandée par le CCP, CRD prendra «des dispositions pour le déploiement des ressources humaines et financières supplémentaires nécessaires pour renforcer les capacités du système des Nations Unies à appuyer les pays qui en ont le plus besoin dans les domaines suivants : suivi et évaluation ; mobilisation et suivi des ressources ; conseils en matière de politiques et services techniques ; mise en place de partenariats, notamment avec la société civile et le secteur privé». Cette action nécessitera des ressources provenant de la composante 'interinstitutions' du BPTI dans le budget de base du Secrétariat de l'ONUSIDA ainsi que des approches novatrices telles que : (i) des accords d'affectation temporaire de personnel avec les Coparrainants ou les donateurs bilatéraux ; (ii) un financement ou un partage des coûts entre les Coparrainants ou les donateurs bilatéraux pour des fonctions particulières, à l'appui des Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans le(s) Pays ; et (iii) le renforcement du déploiement des Administrateurs de Programme dans les bureaux de l'ONUSIDA dans les pays, par le biais des Programmes actuels d'experts associés financés par les pays membres de l'OCDE.

Les pages suivantes présentent des tableaux permettant de visualiser facilement les pays dans lesquels il est proposé de déployer les nouveaux Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans le(s) Pays et où un supplément de ressources financières et humaines sera apporté pour renforcer les capacités du système des Nations Unies.

Tableau 3 : Besoins en matière de capacité par pays et domaines fonctionnels

	Nouveau Coordonnateur de l'ONUSIDA dans le Pays		Suivi et évaluation		Mobilisation et suivi des ressources		Partenariats	
	2003	2004-2005	2003	2004-2005	2003	2004-2005	2003	2004-2005
Afrique	Niger		Afrique du Sud	Botswana	Afrique du Sud	Angola	Afrique du Sud	Burundi
	République centrafricaine		Angola	Cameroun	Ethiopie	Botswana	Ethiopie	Ghana
	Sénégal		Ethiopie	Côte d'Ivoire	Nigéria	Mozambique	Nigéria	République-Union de Tanzanie
	Sierra Leone		Nigéria	Ghana		République démocratique du Congo		Rwanda
				Guinée				
				Kenya				
				Lesotho				
				Madagascar				
				Mozambique				
				Ouganda				
				Namibie				
				République démocratique du Congo				
				République-Union de Tanzanie				
				Zambie				
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Soudan	République islamique d'Iran		Soudan		Soudan		République islamique d'Iran
				Equipe interpays, Le Caire				Soudan

	Nouveau Coordonnateur de l'ONUSIDA dans le Pays		Suivi et évaluation		Mobilisation et suivi des ressources		Partenariats	
	2003	2004-2005	2003	2004-2005	2003	2004-2005	2003	2004-2005
Asie-Pacifique	Thaïlande	Sri Lanka	Chine	Bangladesh	Chine	Cambodge	Chine	Bangladesh
			Inde	Cambodge	Inde	Myanmar	Inde	Indonésie
				Indonésie		Pakistan		Myanmar
				Myanmar				Thaïlande
				Népal				
				Pakistan				
				Papouasie-Nouvelle-Guinée				
				Viet Nam				
				Equipe interpays New Delhi				
		Jamaïque		Guyana		Argentine		Argentine
Amérique latine et Caraïbes		Coordonnateur interpays Caraïbes		Haiti		Haiti		Haiti
				Honduras		Honduras		Honduras
				République dominicaine		République dominicaine		République dominicaine
				Equipe interpays Caraïbes				
Europe orientale et Communauté des États Indépendants (CEI)		Coordonnateur interpays Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie)	Fédération de Russie	Kazakhstan	Fédération de Russie	Kirghizistan		Fédération de Russie
		Coordonnateur interpays Europe du Sud-Est (Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Roumanie, Turquie, Yougoslavie)	Ukraine	Equipe interpays CEI		République de Moldova		Ukraine
						Tadjikistan		
						Ukraine		
						Ukraine		

Section 4 : Gestion du plan opérationnel de CRD

L'articulation des activités de CRD autour des résultats clés (étayés par les cinq objectifs stratégiques) a pour but d'améliorer la transparence, de stimuler la cohérence et l'harmonie des intentions et de l'action à tous les niveaux et par delà les frontières géographiques, et de mieux exploiter les ressources communes tant techniques que financières gérées par CRD. Cependant, pour que ces buts soient atteints, il est crucial de définir clairement les responsabilités en matière de gestion pour parvenir aux résultats clés, mais aussi pour le suivi, l'évaluation et la reddition des rapports concernant la contribution de ces résultats à la réalisation de l'objectif du Secrétariat à savoir l'élargissement réel des ripostes nationales au VIH/SIDA.

C'est ainsi que le succès de la mise en œuvre du plan opérationnel de CRD sera mesuré en fonction de la réalisation des résultats clés qui sont définis comme étant stratégiquement nécessaires à l'élargissement réel dans les pays choisis pour bénéficier de l'appui intensifié de l'ONUSIDA. Si certains des résultats clés correspondent à des besoins stratégiques dans la majorité des pays, d'autres auront plus ou moins d'importance et de pertinence selon les pays. La tâche consistant à définir les résultats clés qui sont le plus appropriés aux différents pays sera dévolue aux Divisions géographiques respectives et au Directeur associé, et sera un processus conduit par le pays. On obtiendra ainsi un **'ensemble national de résultats clés'** pour chaque pays prioritaire, par un processus de consultation auquel participeront les CPP/COP, les Equipes interpays et les Conseillers en Développement du Programme (PDA) à Genève. L'ensemble de ces résultats clés sera alors traduit en besoins opérationnels bien distincts qui seront identifiés, principalement dans le pays, par les CPP/COP, en collaboration avec le Groupe thématique des Nations Unies et trouvera un écho croissant dans les Plans d'appui à la mise en œuvre de la riposte nationale de l'équipe des Nations Unies (UN-ISP) des Groupes thématiques. Cependant, étant donné la dynamique de la riposte, les ensembles de résultats clés devront être périodiquement évalués et examinés.

Pour chaque pays prioritaire, le CPP/COP sera, de fait, l'**administrateur des résultats clés du pays**, mais il sera épaulé par un PDA. Il est probable que le PDA aura plusieurs pays à soutenir. Il/elle sera chargé(e) de suivre et de faire rapport de la situation dans ces pays et, ce qui est plus important encore, de coordonner l'appui du Secrétariat d'une manière opportune et pertinente afin de satisfaire les besoins opérationnels identifiés par les CPP/COP/Groupe thématique et saisir les opportunités lorsqu'elles se présentent. Selon la nature de ces besoins et de ces opportunités, le soutien, y compris financier, pourra provenir de l'ONUSIDA dans le pays (CPP/COP et Coparrainants), de l'Equipe interpays ou des bureaux régionaux des Coparrainants, de l'ONUSIDA Genève (CRD, mais aussi SMI et d'autres départements pertinents), ou, dans plus d'un cas, de contributions conjointes de toutes ces sources.

En plus de la gestion à l'échelon pays, chaque Division géographique désignera un PDA qui sera chargé du suivi, de l'analyse et des rapports périodiques concernant la situation dans les pays de la région en fonction des objectifs stratégiques et des résultats clés attendus. A cette fin, les objectifs stratégiques en rapport avec le leadership et les partenariats pourront être groupés, tout comme le seront ceux qui ont trait à l'information et à la planification stratégiques et au suivi des ripostes, la responsabilité de cette tâche incombant à la même personne.

Cependant, certains domaines ou sous-ensembles de résultats clés particuliers (initiatives régionales de leadership, programmation régionale commune du système des Nations Unies, rapports sur les tendances et ripostes régionales et, en particulier, la mobilisation de l'appui technique par le biais des mécanismes techniques régionaux) exigent, par leur nature même, que leur gestion incombe aux responsables des Equipes interpays.

Si l'objectif global de CRD/ONUSIDA, qui est l'élargissement des ripostes nationales, impose une logique de gestion axée sur les pays, il n'en faut pas moins assurer l'harmonie

et la cohérence entre les pays et les régions dans les politiques et stratégies promues et soutenues par le Secrétariat et CRD à cette fin. La Division de l'Appui stratégique (SSD) en sera chargée.

Par conséquent, SSD fournira des services qui augmentent l'efficacité et l'utilité de l'appui apporté par le Secrétariat (notamment, mais pas exclusivement, par les Divisions géographiques de CRD) aux ripostes nationales élargies. Ces services touchent tous les résultats clés et se rapportent particulièrement à l'élaboration et à l'application des politiques et stratégies en faveur du leadership et de la coordination dans les pays, à l'action conjointe des Nations Unies, aux partenariats nationaux, à la mobilisation des ressources techniques et financières, à l'information stratégique axée sur les pays, ainsi qu'à la mise en place et à l'utilisation du Système d'information sur la riposte des pays. Ce faisant, SSD collaborera avec les Divisions géographiques de CRD, SMI et d'autres départements de l'ONUSIDA, ainsi qu'avec les Coparrainants, mais également avec le Bureau du Groupe des Nations Unies pour le Développement (UNDG) et d'autres partenaires internationaux pertinents.

En prolongement logique de ce service, les unités de SSD assumeront une fonction de coordination et de gestion inter-régionales pour certains résultats clés particuliers ou groupes de résultats clés, ce qui garantira la cohérence des approches dans l'ensemble de la Division et encouragera l'acquisition des connaissances entre les régions géographiques. Si les Divisions géographiques assumeront le plus gros de la responsabilité des ensembles de résultats clés des pays, SSD fournira, pour toute la Division, un administrateur responsable qui montrera la voie vers la réalisation de chacun des résultats clés suivants :

- amélioration de la programmation commune des Nations Unies grâce aux UN-ISP
- formulation de meilleures pratiques spécifiques à chaque pays
- mise en œuvre du Système d'information sur la riposte des pays
- intégration du VIH dans les cadres de développement
- appui fourni aux pays pour obtenir des ressources financières
- création de Mécanismes régionaux de coordination technique

Chaque résultat clé est réalisé grâce à une série de contributions programmatiques, chacune accompagnée de buts spécifiques. Pour gérer chaque résultat global, un coordonnateur/administrateur des résultats clés sera désigné pour chaque résultat clé. En plus de communiquer, en fonction des besoins, avec les différents PDA, le coordonnateur/administrateur organisera régulièrement (au moins une fois par trimestre) des réunions programmatiques et budgétaires avec les Directeurs associés, les Equipes interpays (au moins de manière virtuelle) et les PDA responsables de toutes les régions. Ces réunions examineront la situation et les progrès réalisés dans les divers domaines de résultats clés dans l'ensemble des régions et formuleront des recommandations à l'intention du Directeur de CRD concernant l'allocation des ressources et toute reprogrammation nécessaire des ressources. Le coordonnateur/administrateur des résultats clés sera également chargé de faire en sorte que le reste du Secrétariat soit dûment informé des progrès réalisés, des leçons acquises et des opportunités ainsi que des obstacles exigeant une action et d'établir les liens nécessaires avec les autres départements et unités au sein du Secrétariat et du Programme.

Suivi et reddition des rapports

Les dispositions administratives ci-dessus permettront de recueillir, analyser et synthétiser l'information concernant la situation de l'appui de CRD aux pays et l'impact de cet appui, soit par Division géographique (pays ou région) soit par domaine de résultat clé.

Le suivi et la reddition des rapports se feront donc de la manière suivante :

1. Par pays et Division géographique

- Dans chaque Division géographique, on trouvera des PDA qui seront, entre autres, responsables du suivi et de la reddition des rapports concernant la mise en œuvre des Ensembles de résultats clés dans les pays auxquels ils fournissent un appui technique. Le PDA s'appuie sur les contributions fournies dans les pays par le CPP/COP.
- Ces rapports de suivi doivent être présentés par le PDA deux fois par année.
- Chaque Division géographique réunira et présentera des rapports régionaux/sous-régionaux composites, s'appuyant sur les rapports semestriels à l'échelon pays. Cette tâche sera entreprise soit par le PDA, soit par un Coordonnateur sous-régional dûment mandaté à cette fin. Les Equipes interpays collaboreront avec ces personnes pour remplir cette tâche.
- Ces rapports régionaux/sous-régionaux seront présentés une fois par an.

2. Par résultat clé

Résultat clé	Indicateurs clés	Suivi et reddition des rapports dans les Divisions	Calendrier
Organes nationaux de coordination du SIDA renforcés	Nombre de CNS efficaces (ou entités analogues) documentés (CNS disposant de mandats, de ressources, et d'une capacité de gestion)	Objectif stratégique 1 administrateur/ coordonnateur	Semestriel
Initiatives régionales et nationales de leadership soutenues pour renforcer la riposte nationale	% de UN-ISP s'occupant de leadership	Objectif stratégique 1 administrateur/ coordonnateur	Semestriel
Programmation commune des Nations Unies améliorée par la mise en œuvre des UN-ISP et de plans d'action régionaux des Nations Unies	% de Groupes thématiques des Nations Unies disposant d'un UN-ISP	Objectif stratégique 1 administrateur/ coordonnateur	Semestriel
Forums nationaux sur les partenariats renforcés et élargis par l'intégration de la société civile et du secteur privé	Nombre de Forums nationaux sur les partenariats en activité	Objectif stratégique 2 administrateur/ coordonnateur	Semestriel
La société civile obtient les moyens de participer au dialogue social, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques	Augmentation du nombre d'institutions publiques et privées qui intègrent les PVS dans la conception et la mise en œuvre de leurs politiques et programmes sur le VIH/SIDA	Objectif stratégique 2 administrateur/ coordonnateur	Semestriel
Meilleures pratiques spécifiques au pays identifiées, documentées, diffusées et utilisées	% des pays qui appliquent les meilleures pratiques dans l'exécution des actions nationales	Objectif stratégique 3 administrateur/ coordonnateur	Semestriel
Information stratégique obtenue grâce aux rapports d'activité du pays et à l' analyse des tendances régionales	% des pays utilisant l'information stratégique dans l'élaboration du plan national opérationnel sur le VIH/SIDA % des pays qui intègrent systématiquement l'information stratégique dans les répertoires nationaux et régionaux d'information	Objectif stratégique 3 administrateur/ coordonnateur	Semestriel
Système d'information sur la riposte des pays (CRIS) mis en place pour suivre, surveiller et évaluer les ripostes des pays	% des pays prioritaires qui notifient leurs données à l'ONUSIDA dans le format CRIS	Objectif stratégique 4 administrateur/ coordonnateur	Semestriel
Examens conjoints des activités nationales conduits par le gouvernement organisés	Augmentation du nombre des pays où sont conduits des examens conjoints et participatifs dirigés par le gouvernement	Objectif stratégique 4 administrateur/ coordonnateur	Semestriel
Définition des lacunes en matière de ressources, calcul des coûts et budgétisation des plans et allocation stratégique des ressources	% des pays prioritaires soutenus qui disposent de plans de calcul des coûts et de budgets	Objectif stratégique 4 administrateur/ coordonnateur	Semestriel
VIH/SIDA intégré dans les cadres pertinents de développement	% des pays PPTTE qui consacrent spécifiquement >10% de l'allègement de la dette au VIH/SIDA % des pays PPTTE dont les CSLP comprennent explicitement les indicateurs de résultats sur le SIDA	Objectif stratégique 5 administrateur/ coordonnateur	Semestriel
Appui aux pays pour l' obtention de ressources financières	% des CNS et entités analogues dans les pays prioritaires qui reçoivent un appui technique dans les domaines de la gestion financière	Objectif stratégique 5 administrateur/ coordonnateur	Semestriel
Appui technique aux partenaires fourni par des Structures de soutien technique	% des pays prioritaires qui bénéficient d'un appui technique efficace par le biais des Structures de soutien technique	Objectif stratégique 5 administrateur/ coordonnateur	Semestriel

Partie II : Objectifs stratégiques de CRD

- Objectif stratégique 1 :** Responsabiliser le leadership pour une riposte efficace à l'échelon pays
- Objectif stratégique 2 :** Mobiliser et responsabiliser les partenariats publics, privés et de la société civile à l'échelon pays
- Objectif stratégique 3 :** Promouvoir et renforcer la gestion nationale de l'information stratégique
- Objectif stratégique 4 :** Renforcer les capacités de surveillance, de suivi et d'évaluation des actions nationales de lutte
- Objectif stratégique 5 :** Faciliter l'accès aux ressources techniques et financières à l'échelon pays

L'un des enseignements tirés de l'expérience des pays, c'est qu'un engagement et un leadership déterminés des plus hautes instances politiques aux individus qui soient en mesure d'influer sur les décisions et les politiques aux niveaux de la communauté et de la population sont un dénominateur commun des ripostes nationales positives et efficaces.

La Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA, adoptée à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGASS) sur le VIH/SIDA en juin 2001, explique en détail l'importance d'un leadership fort à tous les niveaux de la société pour relever avec succès le défi sans précédent posé par l'épidémie. La Déclaration demande en outre un nouveau type de leadership dans la lutte contre le VIH/SIDA, dans lequel les pouvoirs publics jouent un rôle central, mais intégrateur et dynamique, impliquant la société civile, les personnes vivant avec le VIH et le secteur privé. Tous les partenaires internationaux, y compris le système des Nations Unies, doivent s'engager de la même manière à promouvoir et soutenir ce type de leadership national novateur.

Par conséquent, dans le contexte de la promotion de ripostes nationales positives et efficaces, l'appui déterminant de tous les partenaires consistera aussi à habiliter et responsabiliser le leadership national de manière à ce qu'il encourage l'intégration, mobilise tous les secteurs de la société et inspire une riposte généralisée de la part de la base et de la communauté. Les efforts déployés par les pouvoirs publics pour créer ou renforcer des entités nationales de coordination doivent par conséquent se poursuivre et être soutenus de manière cohérente et harmonieuse par les partenaires.

Les efforts au niveau national doivent être complétés par la reconnaissance et le soutien de la multitude des activités aux niveaux du district et de la communauté qui, prises ensemble, constituent la riposte nationale. Le leadership et l'inspiration sont autant ou davantage

critiques à ces niveaux et toutes les initiatives existantes ou émergentes à cet égard doivent être reconnues, mises en avant et intensifiées.

Dans le même temps, le système des Nations Unies à l'échelon pays peut et doit démontrer son propre leadership dans cette lutte et, particulièrement, exploiter sa capacité de rassembleur et jouer le rôle d'intermédiaire honnête pour faciliter et renforcer le leadership et le sens d'appropriation de la riposte dans le pays. Cependant, pour cela, le système des Nations Unies devra être bien coordonné et disposer d'une stratégie commune cohérente à l'appui des efforts et des priorités des pays.

En tenant compte de ces éléments, les stratégies de CRD dans le sens de la promotion du leadership aux fins de l'efficacité des ripostes nationales s'articuleront autour des trois domaines suivants : (i) établir ou renforcer les capacités des Conseils nationaux du SIDA et des entités analogues à gérer et coordonner efficacement une riposte globale élargie à tous les niveaux ; (ii) promouvoir et favoriser les initiatives de leadership à tous les niveaux et dans les divers secteurs susceptibles de contribuer à une telle riposte élargie ; et (iii) promouvoir et soutenir une riposte déterminée et coordonnée du système des Nations Unies à l'appui des efforts nationaux.

Objectif stratégique 1

Responsabiliser le leadership pour une riposte efficace à l'échelon pays

Résultat clé : Organes nationaux de coordination du SIDA renforcés

Résultat clé : Initiatives régionales et nationales de leadership soutenues pour renforcer la riposte du pays

Résultat clé : Programmation commune des Nations Unies améliorée par la mise en œuvre d'UN-ISP et de plans d'action régionaux des Nations Unies

Résultat clé : Organes nationaux de coordination du SIDA renforcés

Généralités

La riposte à l'épidémie de VIH/SIDA a considérablement évolué depuis le temps où le secteur de la santé était presque exclusivement responsable de la mise en place et de l'exécution des programmes de 'maîtrise' du SIDA. Depuis, la conscience des déterminants multiples de l'épidémie, ainsi que les preuves croissantes de son impact sur les secteurs et entre eux, a fait que, dans la plupart des situations, on observe un intérêt soutenu pour les approches multisectorielles et les partenariats élargis pour s'attaquer à ces difficultés uniques. En conséquence, la scène du VIH/SIDA est devenue beaucoup plus peuplée et complexe, un nombre accru d'acteurs et de partenaires du développement étant engagés dans la riposte. L'augmentation importante des ressources financières grâce au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, au Programme plurinational de lutte contre le SIDA (PPS) de la Banque mondiale, aux donateurs bilatéraux et au secteur privé a permis d'intensifier massivement les activités. Dans le même temps, elle a mis en lumière le fait que l'un des facteurs les plus importants dans la mise en place et la viabilité d'une riposte nationale efficace est le leadership et la coordination, au niveau national, des efforts et contributions de tous.

De nombreux gouvernements ont maintenant réagi en créant des Conseils ou des Commissions nationaux du SIDA et, plus récemment, des Mécanismes de coordination des pays, qui sont liés au Fonds mondial. L'expérience acquise avec ces entités s'accroît et, s'il est clair qu'elles fonctionnent dans des contextes et des situations divers, qu'elles se trouvent à des stades de développement différents et qu'elles disposent de capacités variées, on admet généralement qu'elles doivent toutes être soutenues pour faire en sorte qu'il existe réellement un leadership et une appropriation de la riposte dans le pays.

Lacunes

Des évaluations des Conseils nationaux du SIDA (CNS) dans certains pays (p. ex. Afrique du Sud, Botswana, Ouganda et Zimbabwe) ont été réalisées par le Secrétariat de l'ONUSIDA et certains Coparrainants (OMS, Banque mondiale, PNUD). Une réunion satellite de la Conférence internationale sur le SIDA en 2002 à Barcelone a discuté des expériences des CNS et des enseignements tirés à ce jour. Sur la base de ces évaluations et discussions, des problèmes communs ont été identifiés, qui devront être abordés afin de rendre les CNS plus efficaces dans leur leadership et la coordination d'une riposte multisectorielle.

Parmi ces problèmes, on peut noter : (i) les questions de capacité ; (ii) le manque de clarté des rôles, responsabilités et fonctions des organes nationaux de coordination ; (iii) les rôles et responsabilités des secteurs ; et (iv) les rôles des institutions internationales et des autres partenaires et leur soutien au CNS. En outre, il convient de noter que, dans de nombreux pays, le secrétariat du CNS, qui guide et dirige la mise en œuvre du Plan stratégique national, manque de personnel et de fonds. Cette faiblesse inhérente ralentit la riposte nationale même dans les situations bénéficiant d'un Conseil national du SIDA dynamique et solide. La réunion de Barcelone a également identifié certains des principes fondamentaux qui devraient soutenir la gestion des CNS et l'encadrement de la riposte. Elle a souligné qu'il était important, pour les pays, de tirer des enseignements de l'expérience des autres. Par conséquent, les meilleures pratiques et les expériences doivent être documentées et diffusées plus largement à des fins de plaidoyer et de renforcement des capacités.

Approche de CRD

- 1) Plaidoyer suivi en faveur de la création d'organes nationaux solides et durables.
- 2) Mise au point d'outils susceptibles de contribuer à la création et au fonctionnement des CNS.
- 3) Soutien au renforcement des capacités des CNS pour une gestion et une coordination efficaces d'une riposte multisectorielle élargie.

Domaines d'intervention	Indicateurs	Partenaires principaux
Plaider en faveur de la création de structures nationales de coordination efficaces disposant du mandat et de l'autorité requis pour mener et coordonner les actions contre le VIH/SIDA, et faciliter cette création. Le Secrétariat de l'ONUSIDA développera des modèles qui pourraient varier d'une sous-région à l'autre.	Nombre de CNS ou entités analogues documentés (CNS disposant de mandats, de ressources, et de capacités de gestion)	Banque mondiale, PNUD, Union interparlementaire, SMI - Unité Plaidoyer et Groupe Meilleures Pratiques
Appuyer le développement des capacités des secrétariats des CNS par une augmentation des allocations budgétaires ou la mobilisation de ressources pour satisfaire les besoins en matière de ressources techniques et financières.	Nombre de CNS disposant de capacités techniques dans des domaines prioritaires pour le pays (p. ex., suivi et évaluation, mobilisation des ressources, gestion de l'information stratégique)	Mécanismes régionaux d'appui technique, UNDG, PNUD Unité Evaluation SMI - SIF
Identifier les besoins et les domaines prioritaires du pays et développer des outils susceptibles d'aider les CNS dans leur fonctionnement (principes directeurs ou matériel de référence et instrument national d'auto-évaluation).	Outils/principes directeurs destinés au fonctionnement des CNS élaborés, disponibles et utilisés	SMI - SIF, Unité Plaidoyer Unité Evaluation

Résultat clé : Initiatives régionales et nationales de leadership soutenues pour renforcer la riposte du pays

Généralités

Le plaidoyer et l'encouragement soutenus du Secrétariat et des Coparrainants de l'ONUSIDA, en partenariat avec les donateurs bilatéraux et la société civile, ont suscité l'engagement des leaders à plusieurs niveaux. Des organismes régionaux ont accordé la priorité absolue au VIH/SIDA, par exemple l'Union africaine, le Forum pour le Développement de l'Afrique (de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique), AIDS Watch Africa, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Partenariat pan-caraïbe contre le VIH/SIDA, le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et l'Initiative de l'Amérique centrale et du Mexique en faveur d'une intensification des activités dans des domaines stratégiques prioritaires de l'épidémie de VIH/SIDA.

Des initiatives récentes telles que le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), la Commission de haut niveau sur le VIH/SIDA et la gouvernance en Afrique (CHGA), ainsi que le Forum du leadership d'Asie et du Pacifique sur le VIH/SIDA et le développement, constituent des occasions nouvelles de suivre, de renouveler et de promouvoir les engagements pris par les leaders au cours des forums internationaux. A l'échelon pays, plusieurs chefs de gouvernement se sont activement engagés dans la lutte contre le VIH/SIDA (p. ex. le Président de l'Ukraine a déclaré 2002 Année de la lutte contre le VIH/SIDA). Plusieurs chefs de gouvernement président les Conseils nationaux du SIDA – des comités multisectoriels de haut niveau qui ont été créés dans de nombreux pays.

Avec l'appui des Fonds d'accélération programmatique (FAP) de l'ONUSIDA, des pays comme le Cambodge, la Chine et l'Inde ont été en mesure d'encourager et de promouvoir le leadership des programmes SIDA au niveau des Etats et des provinces. Pour promouvoir la mise en œuvre réelle de la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA de l'UNGASS, le Secrétaire général des Nations Unies a désigné des Envoyés spéciaux pour le SIDA en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et en Europe. L'ONUSIDA a nommé des ambassadeurs du SIDA régionaux et nationaux.

Il ne fait aucun doute que l'engagement politique et le leadership s'accroissent dans de nombreux pays. Toutefois, ces pays restent l'exception plutôt que la règle. Dans la plupart des pays, il reste énormément à faire pour s'assurer que le leadership contre le VIH/SIDA soit fermement fondé sur la participation des organisations communautaires et confessionnelles, des entreprises, des individus et des activistes.

Lacunes

Les initiatives internationales contre le VIH/SIDA sont systématiquement suivies de déclarations et d'engagements, souvent dévalorisés par l'inaction ou l'absence d'orientation claire. On a également pu observer que les approches et le soutien dans le domaine du leadership ont été incohérents ou inefficaces. Au sein des Nations Unies, des stratégies globales et intégrées à l'appui du développement du leadership régional ou national en matière de VIH/SIDA ne se sont toujours pas concrétisées.

Approche de CRD

- 1) Soutenir les initiatives actuelles en faveur du leadership en offrant des occasions d'échange d'expériences et un appui technique systématique.
- 2) Renforcer la capacité de plaidoyer politique à tous les niveaux.

Domaines d'intervention	Indicateurs	Partenaires principaux
Appuyer, documenter et promouvoir les initiatives actuelles en faveur du leadership dans des régions et sous-régions choisies.	'Leadership' tangible démontré par rapport aux questions liées au VIH/SIDA	ANASE, NEPAD, Commission de haut niveau sur le VIH/SIDA et la gouvernance en Afrique, CARICOM PNUD SMI - Unité Plaidoyer et Groupe des Meilleures Pratiques
Fournir ou négocier un appui technique systématique aux initiatives de leadership en rapport avec les processus de suivi et de reddition des rapports sur l'UNGASS, formuler des plans nationaux de plaidoyer, soutenir les efforts des Envoyés spéciaux du Secrétaire général pour le VIH/SIDA.	% des pays disposant de rapports sur la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement de l'UNGASS sur le VIH/SIDA (répondant aux critères d'application de manière satisfaisante) % des UN-ISP abordant la question du leadership	Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA Donateurs bilatéraux Bureaux des Equipes interpayes de l'ONUSIDA

Résultat clé : Programmation commune des Nations Unies améliorée par la mise en œuvre des UN-ISP et de plans d'action régionaux des Nations Unies

Généralités

Les ripostes nationales au VIH/SIDA se déroulent dans un environnement politique, technique et financier de plus en plus dynamique. L'engagement politique se reflète dans des entités nationales de gestion plus solides, on compte bien davantage de partenaires nationaux et internationaux dans de nombreux pays et le potentiel de mobilisation des ressources s'est considérablement accru grâce aux grands systèmes de financement que sont le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme et le PPS de la Banque mondiale. Cette évolution nécessite forcément une réflexion soutenue de la part de tous les acteurs et toutes les parties intéressées, y compris les Coparrainants et les autres partenaires du système des Nations Unies, concernant les rôles et contributions optimaux pour faire en sorte que le meilleur soutien collectif possible soit offert pour des ripostes nationales utiles et efficaces.

Le système des Nations Unies reste le pivot de la riposte internationale au VIH/SIDA. Le Secrétariat de l'ONUSIDA continuera à encourager la collaboration et l'action commune entre les Coparrainants et les autres institutions du système des Nations Unies. Jusqu'ici, ces efforts ont porté leurs fruits. Les Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA sont, de loin, les plus régulièrement actifs des Groupes thématiques créés par les Nations Unies pour aborder des questions à facettes multiples. Cependant, l'évaluation externe de l'ONUSIDA comme l'évaluation approfondie de certains Groupes thématiques conduite par le

Secrétariat lui-même ont relevé l'inégalité des performances du système des Nations Unies à l'échelon des pays.

Dans le même temps, il existe d'autres occasions et d'autres avantages à l'amélioration de l'action conjointe des Nations Unies particulièrement sur le VIH/SIDA, mais aussi sur d'autres grandes questions de développement. Ensemble, les Objectifs de développement pour le Millénaire, la Déclaration d'engagement de l'UNGASS sur le VIH/SIDA, le pilotage et le déploiement des Bilans communs de pays et des processus de l'UNDAF dans toutes les régions, la formulation des Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, sans compter le processus de réforme des Nations Unies lui-même, constituent autant de motivations et d'arguments ainsi que d'opportunités en faveur d'un renforcement de la collaboration et de l'action commune des Nations Unies.

Lacunes

Le manque d'harmonisation et de coordination des stratégies nationales et des efforts d'intégration du VIH/SIDA constitue une lacune importante que l'on peut observer dans de nombreuses actions nationales. L'équipe externe d'évaluation a souligné dans le Rapport d'évaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA que «l'efficacité des actions des Coparrainants dépend de leur complémentarité et de leur intégration avec les ressources et programmes bilatéraux de l'OCDE et nationaux». Il est essentiel que les Coparrainants et les autres institutions des Nations Unies travaillant dans le domaine du VIH/SIDA à l'échelon pays identifient leurs points forts respectifs et s'emploient à combler les lacunes ainsi qu'à soutenir une riposte élargie avec des politiques et leur potentiel technique. Si des efforts ont été déployés dans le passé pour préparer des Plans de travail intégrés des Nations Unies, ces documents, dans l'ensemble, ne sont parvenus à identifier ni les besoins ni une action conjointe.

Un grand nombre d'entre eux ne se sont pas non plus appuyés sur les Plans stratégiques nationaux pour organiser le soutien des Nations Unies aux ripostes nationales au SIDA. Le système des Nations Unies devrait le faire en regroupant les activités destinées à fournir aux pays les conseils et le soutien techniques nécessaires. Des efforts plus soutenus devraient être déployés pour intégrer la Banque mondiale dans la planification et la programmation communes. Les gouvernements et les autres partenaires nationaux continuent d'attendre de l'ONUSIDA un tableau plus clair et plus complet de l'appui technique et financier qui peut être obtenu par l'intermédiaire du système des Nations Unies pour des activités liées au VIH/SIDA.

Le Secrétariat de l'ONUSIDA poursuivra les activités clés suivantes dans ce domaine :

- 1) soutenir la formulation et la mise en œuvre d'un Plan d'appui à la mise en œuvre de la riposte nationale de l'Equipe des Nations Unies (UN-ISP) totalement intégré ;
- 2) soutenir la préparation, la mise en œuvre et le suivi d'une stratégie de plaidoyer explicite du Groupe thématique des Nations Unies, destinée à élargir la riposte au VIH/SIDA de l'ensemble du système des Nations Unies dans les pays, en synergie avec la Stratégie nationale de lutte contre le SIDA ; et
- 3) réviser, actualiser et clarifier les méthodes de travail attendues des Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA, en poursuivant notamment la formation des personnels du système des Nations Unies et en facilitant l'échange des connaissances entre les Groupes thématiques des Nations Unies et les Equipes dans les pays.

Approche de CRD

- 1) Faciliter et soutenir la formulation et la mise en œuvre d'un Plan d'appui à la mise en œuvre de la riposte nationale de l'Equipe des Nations Unies (UN-ISP) totalement intégré ainsi que d'autres stratégies et plans d'action conjoints des Nations Unies, y compris les stratégies de plaidoyer du Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA et l'UNDAF.
- 2) Examiner et actualiser les principes directeurs des Groupes thématiques des Nations Unies.
- 3) Faciliter et soutenir l'élaboration et l'application de programmes de formation et d'apprentissage destinés à développer la capacité en matière de VIH/SIDA dans le système des Nations Unies.
- 4) Faciliter et soutenir la formulation et la mise en œuvre de stratégies régionales coordonnées à l'appui des ripostes nationales.

Domaines d'intervention	Indicateurs	Partenaires principaux
Faciliter et soutenir la formulation et la mise en œuvre des UN-ISP ainsi que d'autres stratégies et plans d'action conjoints des Nations Unies, y compris les bilans communs de pays et l'UNDAF. Le Secrétariat de l'ONUSIDA examinera et actualisera les principes directeurs des Groupes thématiques des Nations Unies, en y ajoutant des directives sur la manière de préparer les UN-ISP.	% des Groupes thématiques des Nations Unies disposant d'un UN-ISP Guide de référence actualisé disponible et utilisé par les Groupes thématiques des Nations Unies	UNDG, Coparrainants, institutions bilatérales, Mécanismes régionaux d'appui technique
Faciliter et soutenir l'élaboration et l'application de programmes de formation et d'apprentissage destinés à développer la capacité en matière de VIH/SIDA dans le système des Nations Unies. Le Secrétariat de l'ONUSIDA organisera des sessions d'orientation à l'intention des présidents des Groupes thématiques, des Coordonnateurs résidents des Nations Unies, des Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans le(s) Pays et d'autres personnels du système des Nations Unies liés au VIH/SIDA.	% des nouveaux présidents de Groupes thématiques, de CPP, des Coordonnateurs résidents et des points focaux des institutions des Nations Unies exposés à des sessions d'orientation/programmes d'apprentissage sur le VIH/SIDA	UNDG, Coparrainants, HRM
Soutenir la formulation et la mise en œuvre de stratégies régionales coordonnées à l'appui des ripostes nationales en collaboration avec les bureaux régionaux des Coparrainants, les organismes intergouvernementaux et les autres partenaires régionaux, y compris les institutions bilatérales et les banques de développement.	Action régionale documentée, comprenant les Nations Unies, les bilatéraux et autres partenariats à l'appui de la riposte nationale	Coparrainants, Equipe spéciale interinstitutions, institutions bilatérales, PDC, SMI - SIF

Objectif stratégique 2

Mobiliser et responsabiliser les partenariats publics, privés et de la société civile à l'échelon pays

Résultat clé : Forums partenariaux renforcés et élargis par l'intégration de la société civile et du secteur privé

Résultat clé : La société civile obtient les moyens de participer au dialogue social, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques

Ce n'est que grâce aux partenariats que les communautés et les nations auront un impact durable et notable sur l'épidémie de VIH/SIDA. C'est le dialogue participatif entre les groupes qui forge les consensus sur des questions prioritaires, libère les énergies et déclenche les activités pour des causes communes. Par la participation des représentants de la communauté, des personnes vivant avec le VIH/SIDA et différents niveaux de représentants gouvernementaux et non gouvernementaux, les responsables des pouvoirs publics et les donateurs peuvent assurer l'efficacité de leurs programmes. Un plaidoyer cohérent auprès des leaders de la société et des personnalités influentes (sur la nécessité de lutter contre le SIDA, d'allouer des ressources, de changer les comportements, de responsabiliser les communautés) est nécessaire pour conserver le rythme et assurer une riposte durable et efficace au SIDA.

A l'échelon des pays, l'ONUSIDA a beaucoup œuvré pour encourager les forums nationaux de planification à intégrer la participation active de la société civile et des ONG. Le Rapport d'évaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA note spécifiquement que «le travail effectué par l'ONUSIDA pour amener la société civile, les PVS et le secteur privé à dialoguer avec les pouvoirs publics constitue une réalisation d'envergure» et que «en introduisant le concept d'élargissement, d'ouverture aux pouvoirs publics, aux donateurs, à la société civile, aux PVS et au secteur privé, l'idée de forum partenarial a pris de la consistance.»

Mais il reste bien des difficultés. Si la notion de forum partenarial est maintenant bien acceptée, le défi consiste désormais à soutenir réellement ces forums et à démontrer qu'ils ne servent pas seulement à encourager le dialogue, mais à transformer le consensus en action. Dans certains pays, on trouve une pléthore d'acteurs, ce qui exige d'investir dans l'efficacité de la gestion et de la coordination. Dans d'autres, de nouveaux groupes de la société civile ont besoin d'un renforcement des capacités individuelles afin de leur permettre de jouer un rôle de premier plan.

Stratégie opérationnelle

S'appuyant sur les décisions du Conseil de Coordination du Programme en décembre 2002, CRD (conduit sur le terrain par les Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans le(s) Pays) intensifiera son appui aux partenariats qui s'occupent de mettre en œuvre les plans stratégiques nationaux sur le SIDA. Mais encourager les partenariats, ce n'est pas seulement soutenir ceux qui sont chargés d'organiser les forums partenariaux, mais c'est aussi négocier l'assistance

technique et le développement des capacités des organisations individuelles afin que leur participation soit efficace. Par exemple, les organisations de personnes vivant avec le VIH/SIDA peuvent avoir besoin d'un soutien particulier. Dans le même temps, CRD intensifiera son appui aux efforts soutenus de plaidoyer, en utilisant toute une gamme de partenaires, notamment les acteurs de la société civile, les personnalités influentes et les médias.

Résultat clé : Forums partenariaux renforcés et élargis à l'échelon pays par l'intégration de la société civile et du secteur privé

Généralités

Au cours de la décennie écoulée, les contextes dans lesquels les ripostes nationales au VIH/SIDA se déroulent ont considérablement évolué. Par exemple, on peut noter la complexité croissante de la 'scène VIH/SIDA' engendrée par la participation d'un nombre toujours plus important de secteurs et d'acteurs nationaux de la société civile et du secteur privé, ainsi qu'une augmentation des partenaires internationaux du développement. Il va sans dire que l'objectif de chacun est de contribuer au mieux à des ripostes nationales utiles et efficaces. Cependant, dans un tel contexte d'abondance, il est nécessaire de disposer de lieux et de moments où toutes les parties prenantes -- gouvernement, société civile, donateurs, secteur privé et autres -- peuvent aborder et examiner les politiques et les stratégies. Ces dialogues ne doivent pas seulement permettre de créer un climat favorable et de minimiser les doubles emplois et la fragmentation des efforts, mais aussi d'exploiter le potentiel synergique et l'harmonisation entre les différents acteurs en constituant des partenariats. Les expériences vécues dans de nombreux pays et régions soulignent la valeur de ces forums partenariaux intégrant toutes les parties.

Dans toutes les régions, le système des Nations Unies et le Secrétariat de l'ONUSIDA ont systématiquement plaidé en faveur de l'engagement et de la participation accrue de la société civile et du secteur privé dans le cadre de la riposte dirigée par les pouvoirs publics, grâce à la création de tels forums. Par exemple, le Partenariat international contre le SIDA en Afrique a joué un rôle de premier plan dans la promotion de forums partenariaux destinés à mobiliser les acteurs de tous les secteurs de la société pour intensifier et accélérer la lutte contre le SIDA en Afrique. Dans de nombreux pays, le système des Nations Unies et le Secrétariat de l'ONUSIDA par l'intermédiaire des Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA ont contribué à lancer les groupes élargis qui sont aujourd'hui de facto des forums partenariaux réunis par les autorités nationales, tels que le sont les Conseils nationaux du SIDA.

Lacunes

En dépit des progrès réalisés dans de nombreuses situations pour créer des forums partenariaux, ces nouveaux partenariats restent fragiles et demandent à être consolidés pour contribuer efficacement aux ripostes nationales au SIDA. Si certaines entreprises privées ont prouvé leur volonté de participer à la lutte contre le VIH/SIDA (non seulement pour le bien-être de leurs employés mais aussi dans le cadre de la riposte nationale), le secteur privé ne s'est pas encore tout à fait engagé comme partenaire responsable dans les ripostes nationales au SIDA.

Les organisations non gouvernementales (ONG) sont des partenaires importants des actions nationales contre le SIDA, car elles disposent des mécanismes nécessaires pour atteindre les communautés tant rurales qu'urbaines. Cependant, l'engagement des ONG est souvent resté limité aux ONG du domaine de la santé ou aux ONG spécifiquement liées au VIH/SIDA. Leur expérience et leurs compétences demeurent sous-utilisées dans la planification et le renforcement des ripostes nationales. Le potentiel des ONG non traditionnelles reste à exploiter.

Les personnes vivant avec le VIH/SIDA (PVS) jouent un rôle de plus en plus central, en particulier dans la lutte contre la stigmatisation et la discrimination et le plaidoyer en faveur d'un meilleur accès aux traitements. Faire en sorte que les PVS soient réellement engagées comme partenaires à part entière dans la conception et la mise en œuvre des actions nationales sur le SIDA est un défi qui reste à relever de manière systématique.

Approche de CRD

- 1) Soutenir la notion de forum partenarial global dirigé par les pouvoirs publics aux fins de l'analyse et du dialogue et du développement des programmes.
- 2) Encourager le concept GIPA et assurer la participation de toutes les parties prenantes au forum partenarial.
- 3) Soutenir l'action du système des Nations Unies et les Groupes thématiques des Nations Unies.

Domaines d'intervention	Indicateurs	Partenaires principaux
Soutenir la création de forums partenariaux choisis, dirigés par les pouvoirs publics (comprenant les PVS et la société civile) aux fins de l'analyse des politiques et du dialogue, ainsi que du développement des programmes	Nombre de forums partenariaux nationaux en fonction Meilleures pratiques et enseignements tirés disponibles	Coparrainants, Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA, donateurs bilatéraux, SMI - Unité des partenariats
Constituer des partenariats avec les réseaux de PVS et créer un contexte favorable à l'engagement et au leadership des PVS . Le Secrétariat de l'ONUSIDA facilitera la collaboration horizontale et la création de forums qui encouragent la diffusion des expériences.	Nombre de partenariats avec des réseaux de PVS	Coparrainants, Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA, SMI - Unité des partenariats
Encourager les Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA et les Groupes thématiques élargis à aider les CNS à gérer et coordonner les forums partenariaux et processus de partenariat aux niveaux national et sous-national.	Nombre de CNS disposant des capacités nécessaires pour gérer et coordonner les forums partenariaux	Coparrainants, donateurs bilatéraux, Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA

Résultat clé : La société civile obtient les moyens de participer au dialogue social, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques

Généralités

Les expériences réalisées partout dans le monde confirment que les ripostes au VIH/SIDA n'ont que le succès que leur permet le contexte social ambiant. Il n'est pas seulement important de disposer de partenariats multisectoriels opérationnels, ils doivent aussi exister dans un environnement qui soutient l'action contre le VIH/SIDA et apporte un appui à ceux qui sont infectés ou affectés par le VIH. Pour susciter un tel environnement social, il est important de mobiliser les individus et institutions qui contribuent à modeler les normes, les croyances et les actions sociales. Il s'agit notamment des personnes vivant avec le VIH/SIDA et celles qui sont touchées par l'épidémie. Il s'agit aussi que les médias, les communautés confessionnelles et les leaders culturels et sociaux aient tous un rôle à jouer pour faire en sorte que le contexte social soit favorable au soutien de la riposte locale au VIH/SIDA.

Lacunes

Dans de trop nombreux pays, l'éventail des acteurs impliqués dans le débat reste limité. Dans certains cas, ceci est dû au manque de forums susceptibles de permettre la participation de toute la gamme des acteurs de la société civile et du secteur privé en plus des pouvoirs publics, ou à l'absence d'invitation ou d'engagement formel dans ceux qui existent. Dans d'autres cas, les acteurs de la société civile n'ont pas la capacité à s'engager pleinement dans le débat.

Les organisations ont besoin de compétences en matière de gestion des ressources et des fonds, d'expérience pour rédiger des demandes et recueillir des fonds, d'une capacité de recherche pour veiller à ce que leurs opinions s'appuient sur des données solides et de la capacité à faire un bon usage des médias. Si l'ONUSIDA et d'autres plaident depuis longtemps en faveur de la participation de la société civile, elle est maintenant clairement désignée comme essentielle dans les récents instruments internationaux de soutien dans le domaine du SIDA, par exemple le Fonds mondial, grâce aux Mécanismes nationaux de coordination ou au PPS de la Banque mondiale. Cependant, la participation effective de la société civile dans ces processus devra encore être pleinement réalisée par une mobilisation et un soutien actifs.

Approche de CRD

CRD poursuivra un dialogue social pleinement participatif autour du VIH/SIDA, en faisant en sorte que les voix enthousiastes de tous les secteurs disposent des moyens et des connaissances nécessaires pour contribuer au débat et à la mise en œuvre politiques. CRD s'attachera particulièrement aux éléments suivants :

- 1) **Médias** : CRD plaidera en faveur d'une augmentation de l'attention et des activités dans le domaine des médias afin d'améliorer leur sensibilisation au SIDA.
- 2) **Personnes vivant avec le VIH/SIDA** : CRD plaidera en faveur de leur intégration complète et éclairée dans les forums nationaux et dans le débat social et politique entourant le SIDA, et s'attachera à faire en sorte qu'elles soient suffisamment préparées à participer.

- 3) **Société civile et organisations de services** : CRD plaidera en faveur de leur intégration pleine et entière dans les forums nationaux et dans le débat social et politique entourant le SIDA, et s'efforcera de soutenir leurs efforts, afin qu'elles puissent entreprendre des recherches, sensibiliser, faire rapport de manière satisfaisante sur leurs activités, suivre et élargir leurs services et mobiliser elles-mêmes de nouveaux partenaires pour lutter contre le SIDA.
- 4) **Personnalités et institutions influentes** : CRD s'efforcera de prendre contact avec des personnalités et des groupes influents afin de les encourager à participer à la lutte contre le SIDA.

Domaines d'intervention	Indicateurs	Partenaires principaux
Encourager et soutenir la mobilisation des médias et des partenariats novateurs, en suscitant un environnement social favorable à la prévention, à la prise en charge et au soutien dans le domaine du VIH/SIDA.	Augmentation de la couverture des questions liées au SIDA dans la presse nationale et locale Plus grande exactitude de la couverture des questions liées au SIDA dans la presse nationale et locale	Coparrainants, SMI - CPI
Encourager divers partenaires à mobiliser la participation réelle des PVS à la formulation et à la mise en œuvre des politiques et programmes , afin que les PVS soient réellement et pleinement considérées comme des partenaires par tous ceux qui sont impliqués dans la riposte nationale.	Augmentation du nombre des institutions publiques et privées qui intègrent les PVS dans la conception et la mise en œuvre de leurs politiques et programmes sur le VIH/SIDA	Coparrainants, SMI - Unité des partenariats
Soutenir les principales organisations de la société civile et les organisations de services afin de leur donner tous les moyens de participer au dialogue social et au débat politique, grâce au développement de leurs capacités en matière de gestion organisationnelle, de suivi et d'évaluation.	Augmentation du nombre des principaux groupes de la société civile participant à la riposte nationale Nombre d'ONG ayant accès à des sources crédibles d'information générale pertinente aux politiques	PNUD, SMI - Unité des partenariats, Unité du plaidoyer et CPI

Objectif stratégique 3

Promouvoir et renforcer la gestion nationale de l'information stratégique

Résultat clé : Les meilleures pratiques spécifiques au pays sont identifiées, documentées, diffusées et utilisées

Résultat clé : Information stratégique obtenue grâce aux rapports d'activité du pays et à l'analyse des tendances régionales

Généralités

Toutes sortes de données et d'informations sur le VIH/SIDA sont recueillies au cours des activités courantes à l'échelon pays. En plus d'intensifier ses efforts pour aider les pays à élargir et renforcer leurs capacités et systèmes de suivi de l'épidémie et de la riposte nationale, CRD compte aider les pays à améliorer leur gestion de l'information stratégique. Il s'agira notamment de fournir un appui technique pour aider les pays à recueillir et analyser l'information et à traduire cette analyse en programmes et politiques d'intervention éclairés.

L'information stratégique sera recueillie par le biais du Système d'information sur la riposte des pays, des meilleures pratiques et des rapports nationaux sur la riposte du pays au VIH/SIDA. L'information sera convertie en moyens de prise de décision, elle influera sur l'examen et les modifications des politiques et permettra une alerte rapide pour répondre en temps opportun aux défis posés par le VIH/SIDA. Une bonne gestion de l'information stratégique renforcera la capacité des Conseils nationaux du SIDA (ou leur équivalent) à sensibiliser, à planifier, à hiérarchiser et à allouer des ressources de manière dynamique.

De plus, une gestion et une utilisation efficaces de l'information stratégique permettra d'accélérer la mise en œuvre des ripostes nationales au VIH/SIDA.

En décembre 2002, le CCP a demandé une intensification de l'action dans les domaines du suivi et de l'évaluation, de la recherche opérationnelle, des meilleures pratiques, des forums mondiaux sur les politiques et de la collaboration horizontale. L'approche de CRD sera donc axée sur les points suivants :

- 1) renforcer la capacité des pays à identifier et documenter les meilleures pratiques ;
et
- 2) faciliter le processus de production des rapports nationaux d'activité et des analyses des tendances régionales, pour constituer une plate-forme pour les activités de l'ONUSIDA dans ce domaine.

Stratégie opérationnelle

La diversité des situations nationales, leurs problèmes et leurs exigences divergentes pour ce qui est de l'appui de l'ONUSIDA exigent la formulation de stratégies spécifiques à CRD, susceptibles de répondre au mieux aux défis de la gestion de l'information stratégique. Les principales stratégies opérationnelles sont les suivantes :

1) **Promotion d'examens systématiques**

Le Coordonnateur de l'ONUSIDA dans le(s) Pays jouera un rôle dynamisant dans la mise en place des processus systématiques à l'échelon pays, destinés à identifier les lacunes des principaux domaines politiques et programmatiques par une évaluation et des examens en continu des ripostes locales. CRD aidera les Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA à identifier les organismes de coordination qui contrôleront les examens conjoints en partenariat avec les Conseils nationaux du SIDA, les institutions du système des Nations Unies, les ONG, la société civile, les institutions bilatérales et le secteur privé. Les lacunes spécifiques à un pays dans les domaines politiques et programmatiques clés seront mentionnées dans la section pertinente de l'UN-ISP.

2) **Développement des capacités**

CRD, par l'intermédiaire des Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA, appuiera le renforcement institutionnel des Conseils nationaux du SIDA (ou de leur équivalent), par le développement et le renforcement des capacités nationales à documenter les enseignements et les meilleures pratiques dans les domaines de la mobilisation des ressources, de l'intégration du VIH/SIDA, des partenariats nationaux, de la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement de l'UNGASS et des Objectifs de développement pour le Millénaire, de l'élaboration des politiques et de la collaboration horizontale.

3) **Plaidoyer et mobilisation sociale**

Une stratégie programmatique essentielle soutiendra, par l'information, la communication et l'éducation du public, les politiques et les actions à différents niveaux pour permettre aux gouvernements et aux communautés d'atteindre leurs objectifs. Un appui sera apporté à la formulation de politiques portant sur plusieurs aspects, à savoir l'allocation des ressources, le renforcement du rôle de la société civile et des personnes vivant avec le VIH/SIDA, ou l'examen des questions sensibles. CRD (Genève, Equipe interpays et COP) aidera, en partenariat avec les institutions appropriées, les Groupes thématiques à contribuer à la préparation de matériels de plaidoyer à l'intention de divers forums nationaux et internationaux. Ces matériels comprendront les rapports nationaux d'activité, les profils de pays (aide-mémoire sur le web) et rapports régionaux (analyse des tendances de l'épidémie et progrès réalisés dans la région). L'information stratégique recueillie au cours de la préparation de ces rapports viendra alimenter les plans de plaidoyer des Groupes thématiques.

Résultat clé : Les meilleures pratiques spécifiques au pays sont identifiées, documentées, diffusées et utilisées

Généralités

Une des tâches principales de l'ONUSIDA est d'identifier les pratiques qui permettent réellement de riposter à l'épidémie de VIH/SIDA et d'examiner comment et pourquoi elles sont efficaces. Ce processus comprend notamment l'identification, la documentation, la promotion et la diffusion des pratiques et expériences tirées de projets pilotes, de programmes nationaux,

de l'assistance technique, de forums d'échange d'information et de réseaux de ressources techniques. On trouve dans les meilleures pratiques des exemples de politiques, de législation, d'activités, de projets, de recherches, et des publications. La compilation de ces meilleures pratiques constitue, pour les experts, les planificateurs et exécutants de programmes, les stratèges ainsi que tous les individus et organisations concernés, une source de renseignements. Les meilleures pratiques, gérées sous forme d'information stratégique, permettront l'examen des politiques et la formulation de principes directeurs sur la manière de mettre en œuvre des actions efficaces face aux divers déterminants de l'épidémie de SIDA.

Lacunes

La Collection des Meilleures Pratiques de l'ONUSIDA a reçu bien des éloges et est très demandée. Elle constitue une source appréciée d'informations fiables, un outil utile de plaidoyer, de sensibilisation et d'éducation ainsi qu'une contribution importante à l'élaboration des politiques et des actions opérationnelles liées au VIH/SIDA.

Des faiblesses ont été identifiées et devront être corrigées. L'évaluation externe en 1999 de la Collection des Meilleures Pratiques comme l'évaluation sur cinq ans ont souligné la nécessité d'une information plus concrète, que l'on pourrait considérer comme une sorte de collection de manuels qui seraient adaptables aux besoins d'un pays donné. Les pratiques doivent devenir plus spécifiques aux pays, ce qui exigera de leur part une plus grande participation et une appropriation de l'identification, de la documentation, de la promotion et de l'adaptation des meilleures pratiques. L'action commune de l'ONUSIDA et des autres partenaires pour promouvoir les meilleures pratiques aux fins d'une amélioration du développement et de la mise en œuvre des programmes devra également être renforcée.

Approche de CRD

L'ONUSIDA intensifiera les efforts qu'il déploie dans les pays pour promouvoir et soutenir la diffusion d'un large éventail de documents sur les meilleures pratiques grâce à une action plus cohérente en collaboration avec de multiples institutions et partenaires. Des efforts accrus doivent également être faits pour améliorer la préparation de meilleures pratiques spécifiques aux pays et à en élargir l'accès. Plus précisément, CRD s'attachera à :

- 1) agir à l'échelon pays pour identifier plus systématiquement les lacunes dans les principaux domaines politiques et programmatiques ;
- 2) faciliter l'évaluation et l'examen en continu des ripostes locales afin d'identifier les meilleures pratiques dans le contexte des ripostes nationales ;
- 3) développer et renforcer la capacité nationale à identifier, documenter, diffuser et appliquer les meilleures pratiques (voir tableau ci-après) ;
- 4) identifier les ressources permettant de documenter les meilleures pratiques dans les pays et entre eux, et en faciliter l'accès ;
- 5) faciliter l'application des meilleures pratiques aux ripostes nationales.

Plusieurs domaines clés bénéficieront de l'identification des meilleures pratiques, à savoir : les expériences nationales réalisées avec les PPS de la Banque mondiale et le Fonds mondial ; l'intégration du VIH/SIDA dans les plans nationaux de développement ; la création de partenariats nationaux comprenant le secteur privé, la société civile et les personnes vivant avec le VIH/SIDA ; la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement de l'UNGASS sur le VIH/SIDA et les Objectifs de développement pour le Millénaire ; l'élaboration des politiques

et stratégies ; et l'appui à la collaboration horizontale et au partage de l'information entre les pays et les entités régionales.

Domaines d'intervention	Indicateurs	Partenaires principaux
Faciliter l'évaluation et l'examen en continu des ripostes nationales et locales afin d'identifier les meilleures pratiques et les lacunes dans les principaux domaines programmatiques et politiques. Le Secrétariat de l'ONUSIDA apportera un appui technique à la réalisation des examens de la riposte nationale et à l'évaluation de la situation.	<p>Nombre de pays qui documentent les meilleures pratiques/expériences spécifiques au pays</p> <p>Nombre de meilleures pratiques identifiées et documentées</p> <p>% des pays qui appliquent les meilleures pratiques dans la mise en œuvre de la riposte nationale</p>	<p>Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA</p> <p>Coparrainants</p>
Faciliter et renforcer la capacité de documentation et de diffusion des meilleures pratiques spécifiques aux pays . L'ONUSIDA fournira un appui technique aux CNS et aux Groupes thématiques des Nations Unies pour appliquer le processus des meilleures pratiques à l'échelon pays afin de faciliter l'accès aux ressources nécessaires permettant de documenter les meilleures pratiques.	<p>% des pays qui documentent et utilisent les meilleures pratiques</p>	<p>Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA</p> <p>Coparrainants Donateurs bilatéraux</p> <p>CRD avec le Groupe de référence des meilleures pratiques de SMI</p>
Faciliter l' application des meilleures pratiques aux ripostes nationales dans le contexte des Plans stratégiques nationaux. Le Secrétariat de l'ONUSIDA soutiendra la formulation de stratégies et politiques qui s'attaquent aux questions sensibles, sur la base des meilleures pratiques.	<p>% des pays qui appliquent les meilleures pratiques dans la mise en œuvre de la riposte nationale</p>	<p>SMI - Groupe de référence des meilleures pratiques</p>

Résultat clé : Information stratégique obtenue grâce aux rapports d'activité du pays et à l'analyse des tendances régionales

Généralités

L'ONUSIDA recueille et communique les expériences faites par les pays et les communautés pour relever les défis posés par le VIH/SIDA grâce à la Collection des Meilleures Pratiques, le *Rapport sur l'épidémie mondiale de VIH/SIDA*, publié tous les deux ans, ainsi que dans diverses publications thématiques. Ces publications présentent les données relatives aux actions montées contre l'épidémie par de nombreux partenaires, notamment les gouvernements, le secteur des affaires et la société civile. Elles constituent actuellement une source essentielle d'information stratégique sur le VIH/SIDA qui alimente l'élaboration des politiques et la planification et la mise en œuvre des programmes nationaux.

Lacunes

Si les publications citées plus haut fournissent une vue d'ensemble de la situation du VIH/SIDA ainsi que des exemples des ripostes nationales et communautaires, il serait nécessaire de disposer de rapports plus approfondis concernant les tendances régionales particulières et les progrès réalisés par les pays par rapport à des indicateurs clés. Pour l'ONUSIDA, le renforcement de son répertoire d'information stratégique constitue une priorité. Pour obtenir davantage d'information stratégique concernant la situation actuelle, les orientations et l'impact futurs de l'épidémie, il faudra intensifier les activités dans des domaines tels que :

- La surveillance, la modélisation et la prévision ;
- L'état d'avancement et les réalisations des programmes nationaux ;
- Le suivi et l'évaluation destinés à mesurer ces succès ; et
- Le suivi des flux de ressources vers les programmes VIH/SIDA partout dans le monde.

L'information au niveau de la société nécessaire pour déterminer le niveau de soutien normatif ou les obstacles à l'action fait souvent défaut.

Approche de CRD

CRD s'efforcera de mettre en place la collecte systématique des données et de l'information auprès des pays et régions pour renforcer le répertoire d'information stratégique de l'ONUSIDA afin d'améliorer la planification des programmes et d'obtenir des ripostes nationales efficaces à l'épidémie de SIDA. Les grands domaines d'activités comprennent la documentation des expériences des pays, l'examen des politiques et des actions et l'intégration de l'information stratégique dans les Plans stratégiques nationaux et les stratégies régionales et interpays. CRD cherchera en outre à s'allier à des institutions qui contribuent à recueillir des données socio-économiques spécifiques aux pays et des informations relatives aux opinions et perspectives de la société qui influent sur le cours de l'épidémie. S'appuyant sur son réseau de bureaux dans les pays et d'Équipes interpays partout dans le monde, CRD produira des rapports d'activité par pays ; des profils de pays ; et des rapports régionaux analysant les tendances de l'épidémie et les progrès réalisés dans la région. Ces produits, ainsi que le Rapport annuel de l'Équipe de l'ONUSIDA dans le pays sur la situation de l'UN-ISP permettront à toutes les entités intéressées de suivre la performance et les progrès du pays contre le VIH/SIDA.

Domaines d'intervention	Indicateurs	Partenaires principaux
<p>Soutenir l'analyse et la présentation de l'information et des données de manière qu'elles contribuent aux politiques, à la planification, à la définition des priorités, à la mobilisation et à la distribution des ressources, et renforcer les capacités à cette fin (traduire l'information en information stratégique).</p>	<p>% des pays utilisant l'information stratégique pour élaborer le plan national opérationnel sur le VIH/SIDA</p> <p>% des pays qui intègrent systématiquement l'information stratégique dans les répertoires nationaux et régionaux d'information</p>	<p>Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA</p> <p>Donateurs bilatéraux</p> <p>Coparrainants</p>
<p>Faciliter ou négocier des alliances avec des institutions partenaires nationales, régionales et mondiales pour recueillir des données de base et des informations sur la riposte – socio-économiques, contexte politique, etc. – qui influent sur le cours de l'épidémie.</p>	<p>% des pays qui fournissent des données actualisées spécifiques au pays sur les facteurs socio-économiques et l'opinion publique</p>	<p>Mécanismes régionaux d'appui technique</p> <p>Donateurs bilatéraux</p> <p>Coparrainants</p> <p>SMI – SIF</p> <p>Unité Evaluation</p>
<p>Produire des rapports d'activité par pays, y compris des profils de pays et des rapports régionaux analysant les tendances de l'épidémie. Le Secrétariat s'occupera de la production de ces rapports en partenariat avec ses bureaux à Genève, dans les pays et les régions, et grâce aux contributions des Coparrainants, des autres institutions des Nations Unies et des parties prenantes nationales.</p>	<p>% des pays disposant de rapports d'activité actualisés ou nouveaux</p> <p>Analyse des tendances régionales disponible pour les prestataires pertinents et utilisée dans l'élaboration des politiques et stratégies</p>	<p>Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA</p> <p>Bureau de l'Equipe interpays de l'ONUSIDA</p> <p>SMI - CPI</p>

Objectif stratégique 4

Renforcer les capacités de surveillance, de suivi et d'évaluation des actions nationales de lutte

- Résultat clé** : Système d'information sur la riposte des pays (CRIS) mis en place pour suivre, surveiller et évaluer les ripostes des pays
- Résultat clé** : Examens participatifs des activités nationales conduits par le gouvernement organisés
- Résultat clé** : Définition des lacunes en matière de ressources, calcul des coûts et budgétisation des plans et allocation stratégique des ressources

La capacité à comprendre la progression de l'épidémie, les ripostes organisées pour la combattre et l'impact de ces ripostes constitue un aspect très important d'une riposte nationale élargie au VIH/SIDA.

L'ONUSIDA accélérera les efforts qu'il déploie pour développer les capacités nationales à suivre la situation actuelle, les orientations futures et l'impact de l'épidémie. La mise en place du Système d'information sur la riposte des pays (CRIS) constituera un élément crucial de ces actions. Le CRIS sera opérationnel dans tous les pays prioritaires avant la fin de 2005, avec une capacité suffisante pour permettre aux partenaires nationaux et internationaux d'accéder facilement à l'information stratégique essentielle et pour devenir l'instrument fondamental d'un effort pleinement intégré du système des Nations Unies pour préparer le Rapport annuel du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA.

Stratégie opérationnelle

L'évaluation des ripostes des pays nécessite le développement de compétences techniques et méthodologiques. Ces compétences soutiennent les systèmes et processus nécessaires à la mise en œuvre et à l'évaluation des ripostes des pays. Les principales stratégies opérationnelles en vue de développer ces compétences pour CRD sont décrites ci-après.

1) **Collecte, gestion et utilisation systématiques des données**

CRD soutiendra la mise en place de systèmes de collecte et de gestion de l'information sur les ripostes des pays. Les systèmes permettront de rationaliser le flux de l'information de l'ONUSIDA vers les pays et de faciliter la collecte des données liées à la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA. Des outils seront fournis pour contribuer à analyser l'information.

2) **Développement des capacités destinées à susciter une aptitude durable à évaluer les ripostes des pays**

CRD appuiera la formation en gestion pour évaluer l'information recueillie sur les ripostes des pays et solliciter des contributions des partenaires. La capacité technique sera également développée pour encourager l'appropriation locale des systèmes et processus associés à la collecte des données.

Résultat clé : Système d'information sur la riposte des pays (CRIS) mis en place pour suivre, surveiller et évaluer les ripostes des pays

Généralités

Une meilleure information et une analyse éclairée sont essentielles à la mise au point de ripostes nationales élargies et durables au VIH/SIDA. Certains pays ont conçu des systèmes de surveillance du VIH/SIDA, alors que d'autres recueillent des données sur les ressources allouées aux programmes et projets sur le VIH/SIDA. En réponse aux besoins exprimés en matière d'amélioration de l'information et de l'analyse, l'ONUSIDA s'est lancé, en 2002, dans un plan ambitieux visant à mettre en place un système d'information à l'appui des ripostes nationales au SIDA.

Le Système d'information sur la riposte des pays (CRIS) – abrité au sein des Conseils nationaux du SIDA (ou de leur équivalent) – contiendra, lorsqu'il sera pleinement opérationnel, des indicateurs nationaux et sous-nationaux, des données programmatiques et des données essentielles pertinentes à chacune des ripostes nationales. Le CRIS est un système convivial composé d'une base de données sur les indicateurs, une base de données permettant le suivi des projets/ressources (opérationnel dès le début de 2003), une base de données/inventaire des recherches (dès le début de 2003) ainsi que d'autres informations importantes. Le calendrier de déploiement prévoit l'installation du CRIS dans les pays clés avant la fin de 2003 et dans les autres pays prioritaires avant la fin de 2005. Le CRIS à l'échelon pays sera complété par une Base de données informatiques sur la riposte mondiale (GRID), basée au Secrétariat de l'ONUSIDA. La GRID contribuera à l'analyse stratégique et à la formulation de politiques fondées sur le savoir ainsi qu'à la programmation ultérieure via l'Internet et sera disponible à partir de 2003.

Lacunes

Les pays luttant contre le VIH/SIDA sont de plus en plus confrontés à des demandes d'actions fondées sur l'information stratégique et sur une analyse sérieuse. Cependant, la plupart des ripostes nationales au SIDA ne disposent pas encore de l'infrastructure ou des ressources nécessaires pour recueillir, stocker et diffuser l'information et l'analyse requises -- c'est-à-dire qu'elles ne possèdent pas de système d'information sur la riposte du pays. On note également un manque de cohérence entre les pays dans le type d'information recueillie et comment elle est stockée et extraite pour utilisation. Il en résulte des compétences limitées dans les pays pour transformer l'information stratégique en analyse stratégique, politiques plus fermes et ripostes nationales élargies et durables au VIH/SIDA. La situation est encore aggravée par l'insuffisance de l'appui technique disponible aux niveaux régional et national pour améliorer la collecte et l'analyse des données, ainsi que pour l'entretien des systèmes. En outre, les ripostes nationales au SIDA n'exploitent pas les techniques de l'information de manière optimale comme étant un aspect stratégique de leur action.

Approche de CRD

- 1) soutenir la mise en place et l'utilisation du CRIS dans tous les pays prioritaires ;
- 2) élargir le rôle de l'ONUSIDA en tant que négociateur aux niveaux mondial, régional et national, pour la gestion et la présentation de l'information et de l'analyse stratégiques ;
- 3) consolider la GRID de l'ONUSIDA, à savoir l'intégration des systèmes d'information des Coparrainants de l'ONUSIDA.

Domaines d'intervention	Indicateurs	Partenaires principaux
Soutenir la mise en place et l'application du Système d'information sur la riposte des pays dans les pays prioritaires, avec des rapports réguliers des pays utilisant l'information contenue dans le CRIS. Le Secrétariat de l'ONUSIDA développera et/ou renforcera la capacité nationale et régionale à entretenir le CRIS, y compris par le biais des Centres régionaux d'appui technique.	% des pays prioritaires disposant de systèmes CRIS opérationnels	Coparrainants et Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA Institutions bilatérales SMI, Unité d'Evaluation
Faciliter la gestion et la présentation de l'information stratégique. Le Secrétariat de l'ONUSIDA appuiera le développement et/ou le renforcement de la capacité nationale et sous-régionale de collecte et d'analyse des données liées à l'épidémie et aux ripostes nationales et régionales.	% des pays prioritaires utilisant le CRIS dans le cadre du suivi et de l'évaluation et/ou du suivi des ressources Outils supplémentaires ou révisés disponibles et utilisés	Coparrainants et Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA Institutions bilatérales SMI, Unité d'Evaluation
Consolider la Base de données informatiques sur la riposte mondiale (GRID) de l'ONUSIDA, notamment intégrer les systèmes d'information des Coparrainants. Le Secrétariat de l'ONUSIDA formulera une stratégie pour intégrer les sources de données existantes et nouvelles, y compris les systèmes électroniques d'information des Coparrainants dans la GRID.	% des pays prioritaires rapportant des données à l'ONUSIDA dans le format CRIS Nombre d'accès reçus sur la GRID et/ou feedback des usagers via le site web	Coparrainants, Institutions bilatérales, SMI - IRT

Résultat clé : Examens participatifs des activités nationales conduits par le gouvernement organisés

Généralités

L'ONUSIDA s'est attaché à l'élaboration des Cadres ou Plans stratégiques nationaux fondés sur une approche multisectorielle et regroupant autant de partenaires que possible. Ces cadres couvrent généralement une période de cinq à dix ans, avec des possibilités limitées d'adaptation au cours de la période. Etant donné que l'épidémie de VIH/SIDA évolue en permanence, ces Cadres ou Plans sur le VIH/SIDA devraient être régulièrement actualisés afin que la riposte nationale corresponde à la réalité de l'épidémie.

La gestion d'une riposte stratégique réelle au VIH/SIDA doit suivre un processus itératif d'examen de la pertinence des interventions par rapport à l'image toujours changeante de l'épidémie. En outre, un grand nombre de plans nationaux n'ont pas été élaborés d'une manière participative et intégrative et présentent des faiblesses sur des plans tels que le suivi et l'évaluation. Pour que les pouvoirs publics aient un meilleur leadership et un plus grand sens de l'appropriation de la riposte, les examens devront être entrepris par les autorités nationales en collaboration étroite avec tous les acteurs, y compris la société civile, le secteur privé et les donateurs. La participation active des divers groupes constitutifs doit être recherchée afin que tous les acteurs puissent s'approprier les résultats de l'examen et les mettre en œuvre. Ces examens devraient consolider les partenariats nécessaires entre les acteurs aux niveaux national et décentralisé.

Lacunes

- Dans de nombreux pays, les CNS représentent un pivot autour duquel s'agencent la riposte nationale et sa coordination ; toutefois, un grand nombre de CNS n'existent que depuis quelques années seulement. Des lacunes évidentes subsistent en matière d'expériences des examens institutionnels, de mécanismes et de modalités d'examen et de planification conjoints.
- Manque de leadership et d'appropriation des processus d'examen et de planification au niveau national.
- Capacité limitée de gestion stratégique des actions face à une épidémie dynamique et en évolution constante.
- Participation réelle limitée des principales parties prenantes (en particulier les personnes vivant avec le VIH/SIDA et la société civile) dans l'élaboration des politiques et stratégies et faible participation de certains secteurs clés.
- Manque de coordination entre les différents acteurs (secteurs public et privé, société civile et partenaires extérieurs).
- Prise en compte insuffisante des questions de planification et de gestion décentralisées.
- Difficultés dues à des situations et des contextes spécifiques, notamment les crises humanitaires et les situations de conflit, les pays de grande taille.

Approche de CRD

- 1) Encourager et faciliter des examens conduits par le gouvernement qui intègrent les parties prenantes et les partenaires clés.
- 2) Promouvoir et soutenir des examens détaillés conduits par le gouvernement dans des contextes difficiles particuliers, notamment certains pays très vastes et pays confrontés à des crises humanitaires.
- 3) Faciliter et soutenir la planification et la gestion stratégiques de la riposte, y compris le développement des capacités nécessaires.
- 4) Elaborer et perfectionner les méthodologies nécessaires pour des examens détaillés et une planification conjointe.

Domaines d'intervention	Indicateurs	Partenaires principaux
Soutenir et renforcer la capacité nationale de planification et de gestion stratégiques de la riposte nationale . Le Secrétariat de l'ONUSIDA fournira ou négociera un appui pour les organismes nationaux de coordination sur le SIDA et les entités analogues, aux niveaux national et sous-national, à la fois pour les processus stratégiques et pour le développement de la capacité nationale, notamment dans les domaines du suivi et de l'évaluation et de la mobilisation des ressources.	% des pays prioritaires disposant de plans ou de cadres nationaux actualisés % des CNS et entités analogues dans les pays prioritaires qui reçoivent un appui technique dans un ou plusieurs domaines de la gestion	Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA Coparrainants Institutions bilatérales
Faciliter la préparation des examens participatifs conduits par le gouvernement et les soutenir. Le Secrétariat de l'ONUSIDA fournira et/ou mobilisera l'appui technique nécessaire aux pouvoirs publics et plus particulièrement aux Conseils ou Commissions nationaux du SIDA, pour préparer et conduire des examens multisectoriels regroupant tous les partenaires et les secteurs.	Accroître le nombre des pays qui effectuent des examens participatifs conduits par les pouvoirs publics	Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA Coparrainants Institutions bilatérales
Développer et/ou perfectionner des outils et méthodologies susceptibles d'assurer des processus d'examen et de planification participatifs détaillés . Le Secrétariat de l'ONUSIDA évaluera les outils existants, documentera les approches actuelles en matière d'examens participatifs, documentera les enseignements tirés de l'expérience et facilitera (selon les besoins) le développement ou le perfectionnement des outils et des méthodologies.	Principes directeurs et outils supplémentaires ou révisés disponibles et utilisés	Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA Coparrainants Institutions bilatérales

Résultat clé : Définition des lacunes en matière de ressources, calcul des coûts et budgétisation des plans et allocation stratégique des ressources

Généralités

Les lacunes en matière de ressources – financières et techniques – ont jusqu'ici figuré parmi les plus importants obstacles à l'élargissement des ripostes nationales au VIH/SIDA. Le processus du Fonds mondial et du PPS de la Banque mondiale constitue un changement bienvenu dans le contexte à la fois financier et technique. Cependant, si la disponibilité d'un supplément de ressources financières offre des occasions d'élargir considérablement la riposte, elle souligne aussi combien il est important d'assurer la meilleure utilisation possible des ressources tant existantes que nouvelles, grâce à une planification et à une gestion stratégiques saines des activités sur le VIH/SIDA.

Lacunes

A cet égard, on relève des difficultés importantes et de graves lacunes dans la mobilisation et l'utilisation efficaces des ressources financières. Il s'agit notamment (i) de disposer de cadres et plans stratégiques nationaux actualisés et dynamiques, pour ce qui est plus particulièrement de l'information sur les priorités programmatiques, les besoins de ressources, les lacunes et les opportunités de financement ; (ii) du calcul des coûts et de la budgétisation des plans nationaux ; et (iii) de la capacité à allouer les ressources d'une manière stratégique. Pris ensemble, ces trois éléments ne peuvent que renforcer la capacité des pays à assumer la direction et l'appropriation cruciales de la riposte. Les activités essentielles qui contribueront à la réalisation de ce résultat clé sont par conséquent liées à ces trois éléments.

Cadres et plans stratégiques actualisés et dynamiques

Etant donné la nature et la dynamique de l'épidémie de SIDA, on ne peut minimiser l'importance qu'il y a à considérer la planification stratégique nationale sur le VIH/SIDA comme un processus itératif à tous les niveaux, pas plus qu'on ne peut minimiser, en conséquence, l'importance pour les pays de développer et de renforcer leurs capacités de planification et de gestion stratégiques.

Calcul des coûts et budgétisation

Le calcul des coûts des activités et la budgétisation des plans d'action nationaux fournissent aux administrateurs et aux décideurs une estimation des ressources financières nécessaires pour mettre en œuvre l'ensemble désiré d'activités destinées à réaliser une série d'objectifs sur une période donnée. Un plan national bien évalué et budgétisé constitue à l'évidence un outil efficace de plaidoyer et de mobilisation des ressources. Toutefois les plans dont les coûts sont bien évalués sont l'exception plutôt que la règle. Le calcul des coûts et la budgétisation devraient en fait être une composante intégrante du processus de planification stratégique, puisque les administrateurs ont besoin d'informations financières pour définir les priorités et fixer des objectifs réalistes.

Allocation stratégique des ressources

Même si le calcul des coûts des diverses 'unités' d'activité est réaliste, les plans sont trop souvent budgétisés sans tenir compte du niveau des ressources disponibles ou des montants qui seront probablement disponibles à court et moyen termes. De nombreux processus de planification nationale s'attachent aux besoins absolus, produisant ainsi des budgets peu réalistes.

Dans le même temps, la nature du financement des plans nationaux est telle qu'il arrive fréquemment que des ressources nouvelles ou supplémentaires deviennent subitement disponibles. Il est donc impératif de renforcer les capacités des pays à assortir et allouer les ressources au fur et à mesure de leur disponibilité (Fonds mondial et PPS de la Banque mondiale notamment), en fonction des priorités définies à l'échelon national et dans le but de répondre aux besoins et de combler les lacunes de manière à réaliser leurs objectifs le plus efficacement possible.

Approche de CRD

- 1) Faciliter et soutenir les processus de planification stratégique et la gestion stratégique de la riposte et développer ou renforcer la capacité nationale à cet effet.
- 2) Appuyer le calcul des coûts et la budgétisation des plans nationaux sur le SIDA et développer ou renforcer la capacité nationale à cet effet.
- 3) Appuyer et faciliter les processus nécessaires à l'allocation stratégique des nouvelles ressources importantes et développer la capacité nationale à cet effet.

Domaines d'intervention	Indicateurs	Partenaires principaux
<p>Soutenir et renforcer la capacité nationale de calcul des coûts et de budgétisation des plans nationaux. Le Secrétariat de l'ONUSIDA fournira et/ou négociera une assistance technique aux Conseil nationaux du SIDA pour calculer les coûts des activités VIH/SIDA et établir le budget des plans nationaux, et il développera la capacité à cet effet, par des formations sous-régionales et l'encouragement de l'échange interpays d'expériences et de compétences.</p>	<p>% des pays prioritaires dont le calcul des coûts et la budgétisation des plans sont soutenus</p> <p>Nombre d'administrateurs formés dans le domaine du calcul des coûts et de la budgétisation</p>	<p>Futures Group, Unité SMI/SIF, Coparrainants, Bilatéraux</p>
<p>Soutenir et renforcer la capacité nationale dans le domaine de l'allocation stratégique des ressources. Le Secrétariat de l'ONUSIDA appuiera le renforcement de la capacité nationale par des formations sur les modèles de hiérarchisation des priorités et d'allocation des ressources, tels que le modèle GOALS. Il fournira également aux pays prioritaires un appui technique dans l'application pratique de ces modèles, notamment pour rédiger les demandes au Fonds mondial et autres soumissions à des subventions importantes.</p>	<p>% des pays prioritaires soutenus dans la préparation des demandes au Fonds mondial</p> <p>Nombre d'administrateurs formés à l'utilisation du GOALS ou de modèles analogues sur l'allocation des ressources</p>	<p>Fonds mondial, Coparrainants, Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA, Futures Group</p>

Objectif stratégique 5

Faciliter l'accès aux ressources techniques et financières à l'échelon pays

Résultat clé : VIH/SIDA intégré dans les cadres pertinents de développement

Résultat clé : Soutien aux pays pour l'obtention de ressources financières

Résultat clé : Appui technique aux partenaires fourni par des Mécanismes de coordination technique

L'Évaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA a souligné la nécessité de renforcer les capacités des pays à planifier, coordonner et mettre en œuvre une riposte élargie à l'épidémie, grâce à des mécanismes divers, notamment un accès accru à des ressources techniques et financières dans les domaines prioritaires. L'Évaluation a également souligné que le renforcement des capacités des pays à mobiliser l'appui technique et financier nécessaire à des ripostes élargies exige une approche plus concertée avec les autres partenaires internationaux.

Tenant compte de cet objectif, l'Évaluation a recommandé que des dispositions soient prises pour la création de «mécanismes de coordination technique multi-institutions» pour mettre à disposition des partenaires dans les pays des compétences dans des domaines clés, y compris ceux qui ont été définis plus haut, ainsi que d'autres nécessaires pour la conception, l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de leurs actions programmatiques à l'appui des Plans nationaux de lutte contre le SIDA. Des Mécanismes régionaux d'appui technique seront créés pour répondre au besoin de renforcement des capacités dans une série de domaines liés à l'élargissement de la riposte nationale. Un des domaines particulièrement importants pour CRD, c'est le renforcement de capacités des partenaires nationaux, afin qu'ils soient en mesure (i) d'intégrer le VIH/SIDA dans les cadres pertinents du développement ; et (ii) de mobiliser les ressources financières nécessaires pour élargir les interventions et approches prometteuses de la lutte contre l'épidémie, auprès de diverses sources notamment le Fonds mondial et le PPS de la Banque mondiale.

CRD intensifiera son appui aux Conseils nationaux du SIDA et aux ministères du plan, du développement et des finances, afin d'intégrer les programmes sur le VIH/SIDA dans les plans nationaux de développement et les autres grands instruments du développement, à savoir les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et les Approches et Programmes sectoriels. Il y a d'énormes avantages potentiels à donner au VIH/SIDA une place importante dans les instruments du développement, tels que ceux qui sont mentionnés ci-dessus. Par exemple, une plus grande attention politique et un financement intérieur accru pour le Programme national de lutte contre le VIH/SIDA, ainsi qu'une focalisation sur l'obtention de résultats dans la mise en œuvre du Programme national. Grâce à cela, le VIH/SIDA se retrouve au centre de l'action en faveur de la lutte contre la pauvreté et contribue à forger un consensus plus solide entre les parties prenantes sur les grandes stratégies et les objectifs à moyen terme pour s'attaquer à l'épidémie de VIH/SIDA.

CRD entreprendra également plusieurs activités destinées à renforcer les capacités des gouvernements et des autres parties prenantes à obtenir des ressources financières auprès du Fonds mondial et du PPS. Bien des pays ne disposent pas des ressources financières nécessaires pour élargir les ripostes nationales et l'échec des efforts déployés jusqu'ici pour accéder à ces ressources est lié à la faiblesse de divers éléments de leurs demandes de financement dans des domaines essentiels, à savoir la planification stratégique, le calcul des coûts des programmes et activités, les cadres de suivi et d'évaluation et la planification du développement des ressources humaines.

Stratégie opérationnelle

La création des Mécanismes d'appui technique mentionnés plus haut constitue un élément crucial pour réaliser l'objectif stratégique de CRD consistant à faciliter l'accès aux ressources techniques et financières à l'échelon pays. Il est prévu de mettre en place de tels mécanismes en Afrique, en Europe orientale et en Amérique latine avant la fin de 2003 et trois autres services de ce type avant la fin de 2004. Avant de créer ces mécanismes, le Secrétariat de l'ONUSIDA identifiera un modèle d'un bon rapport coût-efficacité pour gérer et offrir ces services, et mettra en place les partenariats nécessaires pour développer, diriger, gérer et entretenir ces services. Les Coparrainants sont invités à collaborer pleinement avec le Secrétariat de l'ONUSIDA dans la planification et les étapes opérationnelles de ces Mécanismes. Les mandats de collaboration restent à déterminer, mais le principe fondamental sera un principe de propriété et de responsabilité communes pour des objectifs partagés et des avantages mutuels. Les Coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA seront complémentaires dans la mobilisation des ressources techniques à l'appui des besoins des pays. Par exemple, les Coparrainants et le Secrétariat pourront contribuer à identifier des consultants et des personnes de référence (y compris parmi leurs propres personnels) susceptibles de fournir les compétences techniques nécessaires, à organiser les activités de renforcement des capacités demandées par les clients (p. ex. la formation et l'échange de connaissances) ainsi qu'à faire connaître les services. Le Secrétariat de l'ONUSIDA s'assurera de la pleine participation des Equipes interpays.

CRD s'attachera à renforcer les capacités dans un ou plusieurs des groupes de compétences suivants :

- Planification stratégique, y compris le calcul des coûts et les budgets
- Planification/gestion financière
- Suivi des ressources
- Dispositions relatives à la mise en œuvre et capacité d'absorption et développement
- Développement des capacités (y compris, mais pas exclusivement, la gestion des ressources humaines)
- Suivi et évaluation (notamment évaluation de l'impact)
- Intégration du VIH/SIDA dans les cadres de développement

Résultat clé : VIH/SIDA intégré dans les cadres pertinents de développement

Généralités

On admet que l'épidémie de SIDA est associée aux grands problèmes de développement, tant pour ce qui est des déterminants que des conséquences de l'épidémie. C'est pourquoi, outre la logique évidente d'une telle intégration pour les stratégies et plans nationaux qui s'occupent spécifiquement du VIH/SIDA et auxquels des ressources nationales et internationales peuvent être allouées, il est impératif, dans tous les contextes et quelle que soit la situation de l'épidémie, d'intégrer les questions et préoccupations liées au VIH/SIDA dans les programmes pertinents de développement.

De plus en plus, les pays commencent à intégrer les programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans les plans nationaux de développement et dans les autres grands instruments de développement. L'ONUSIDA a soutenu ces efforts par le biais de son programme intitulé 'Mainstreaming the response to HIV/AIDS' (Intégrer la riposte au VIH/SIDA), en mettant particulièrement l'accent sur les cadres de lutte contre la pauvreté, les accords d'allègement de la dette et les cadres de dépenses du secteur public.

Lacunes

En Afrique, l'examen de 25 Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) provisoires et complets réalisé par la Banque mondiale en 2002 a révélé que l'utilisation de ces instruments était loin d'être optimale. Ils ne prêtaient pas suffisamment d'attention au SIDA et à des questions essentielles (telles que la sexospécificité) dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. Dans l'ensemble, la préparation des CSLP reste un problème majeur pour les pays à faible revenu.

De plus, sur les 24 pays bénéficiant actuellement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), des données en provenance de 10 pays africains montrent qu'ils ne consacrent au VIH/SIDA que 5% environ des économies réalisées grâce à l'initiative. Dans le même temps, les Objectifs de développement pour le Millénaire et, plus récemment, la Déclaration d'engagement de l'UNGASS sur le VIH/SIDA offrent à l'ONUSIDA et aux Equipes des Nations Unies dans les pays des cadres, objectifs et opportunités pour collaborer étroitement avec les gouvernements afin de faire en sorte que les préoccupations liées au VIH/SIDA soient plus systématiquement et plus pratiquement intégrées dans les CSLP et les accords d'allègement de la dette.

Il existe manifestement des lacunes considérables dans l'intégration efficace du VIH/SIDA dans les principaux instruments de développement tels que les CSLP. Ce gaspillage d'opportunités est aggravé par une absence de plans nationaux de lutte contre le SIDA aux coûts bien calculés et budgétisés et par conséquent, ces coûts ne sont pas reflétés dans l'ensemble des budgets nationaux et dans d'autres instruments importants tels que les cadres de dépenses à moyen terme.

Approche de CRD

- 1) Faciliter et soutenir l'élaboration et l'application d'outils destinés à aider les pays à intégrer réellement le VIH/SIDA dans les plans nationaux, les CSLP et les autres instruments de développement.
- 2) Fournir ou négocier un appui technique à l'intégration du VIH/SIDA dans les CSLP, les Cadres de dépenses à moyen terme et les plans nationaux de développement.

Domaines d'intervention	Indicateurs	Partenaires principaux
Perfectionner ou adapter les outils et instruments pour une intégration réelle du VIH/SIDA dans les instruments de développement . Le Secrétariat de l'ONUSIDA examinera les matériels existants sur l'intégration et documentera les bonnes pratiques et enseignements tirés de leur application et les adaptera en conséquence.	Matériels d'intégration perfectionnés ou adaptés	PNUD Banque mondiale
Fournir ou négocier un appui technique pour l'intégration du VIH/SIDA dans les plans nationaux de développement, les CSLP, les Cadres de dépenses à moyen terme ainsi que dans les secteurs pertinents extérieurs à la santé. Le Secrétariat de l'ONUSIDA fournira et/ou négociera un appui technique à l'intention des Conseils nationaux du SIDA dans les pays prioritaires en identifiant les possibilités existantes d'intégrer le VIH dans les grands instruments de développement.	Analyse des possibilités d'intégration du VIH dans les pays prioritaires disponible % des pays PPTE qui consacrent >10% de l'allègement de la dette au VIH/SIDA % des pays PPTE dont les CSLP comprennent un indicateur de la situation du SIDA	Banque mondiale PNUD Autres Coparrainants Unité Suivi et évaluation

Résultat clé : Soutien aux pays pour l'obtention de ressources financières

Généralités

Le manque de ressources financières représente un obstacle majeur à l'élargissement des programmes sur le VIH/SIDA. Reconnaisant cet état de fait, le CCP a précisément demandé que le Secrétariat de l'ONUSIDA présente en décembre 2002 une analyse des ressources financières conjointement à l'Evaluation sur cinq ans. Cette analyse a révélé que, malgré les ressources supplémentaires bienvenues mobilisées par le Fonds mondial et le PPS de la Banque mondiale, l'augmentation des dépenses intérieures et les allocations bilatérales, *il restera en 2003 un écart de 3,5 milliards de dollars entre «la totalité des ressources disponibles et la capacité [actuelle] des programmes».*

Lacunes

On relève deux difficultés générales : premièrement, être en mesure de prévoir et de présenter efficacement les besoins en matière de financement et deuxièmement, mettre en place des circuits de financement efficaces. Dans le cadre de la planification, les pays doivent être capables de justifier leurs besoins, d'estimer les résultats qu'ils attendent des

investissements, de prendre des décisions stratégiques concernant l'allocation des maigres ressources aux programmes et de lier tous les programmes aux efforts de développement des capacités pour permettre dans l'avenir la gestion de ressources accrues. Pour ce faire, toutes les parties prenantes doivent être impliquées, à savoir les gouvernements et les partenaires non gouvernementaux, les organisations confessionnelles, les institutions bilatérales et les organisations de personnes vivant avec le VIH/SIDA. Pour accéder aux grandes sources de financements – PPS de la Banque mondiale et Fonds mondial – il conviendra de continuer à fournir une assistance aux pays. Le Fonds mondial étant principalement un mécanisme de financement, l'ONUSIDA a été chargé de fournir un appui technique pour la préparation et le suivi des propositions nationales, et continuera à le faire.

Approche de CRD

- 1) Fournir une assistance au cours de la phase de conception des demandes de financement – en particulier, pour le Fonds mondial et le PPS de la Banque mondiale, mais également pour les institutions bilatérales et autres sources.
- 2) Appuyer la gouvernance participative des principales sources de financement, telles que les Mécanismes de coordination pays du Fonds mondial.
- 3) Faciliter l'examen participatif conduit par les pouvoirs publics des propositions, des circuits de financement et des stratégies de mobilisation des ressources.

Domaines d'intervention	Indicateurs	Partenaires principaux
Soutenir et renforcer la capacité nationale de préparation, de révision et de négociation des propositions de financement . Le Secrétariat de l'ONUSIDA négociera un appui technique à l'intention des pays prioritaires pour la conception et la gestion du processus des propositions au Fonds mondial, des subventions du PPS, etc.	% des pays prioritaires soutenus dans la conception des propositions et/ou l'organisation de manifestations pour la mobilisation de ressources % des pays bénéficiant d'une assistance pour accéder efficacement à des fonds	Coparrainants y compris la Banque mondiale, Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA
Soutenir la gouvernance des grands mécanismes de financement et renforcer la capacité nationale à cet effet . En collaboration avec les principales parties prenantes, le Secrétariat de l'ONUSIDA facilitera la documentation et l'analyse des bonnes pratiques et expériences réalisées dans l'utilisation des mécanismes de gestion des principaux fonds, y compris les Mécanismes de coordination pays et les processus du Fonds mondial.	% des CNS et entités analogues dans les pays prioritaires bénéficiant d'un appui technique dans le domaine de la gestion financière % Mécanismes de coordination pays ou mécanismes analogues de gouvernance soutenus dans les pays prioritaires	Coparrainants, Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA
Soutenir l' examen conduit par le gouvernement de l'efficacité des mécanismes et activités de mise en œuvre , et renforcer les capacités nationales à cet effet. Le Secrétariat de l'ONUSIDA fera connaître les enseignements tirés et facilitera l'échange de l'information et l'apprentissage entre les pays.	% des pays prioritaires qui entreprennent des examens Nombre de matériels d'enseignement produits	Coparrainants, Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA

Résultat clé : Appui technique aux partenaires fourni par des Mécanismes de coordination technique

Généralités

L'Évaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA a recommandé que l'ONUSIDA fasse davantage pour améliorer l'accès aux ressources techniques et renforce les ressources existantes, et intensifie son appui aux gouvernements, à la société civile et au secteur privé pour préparer leurs demandes de financement au Fonds mondial, aux banques régionales de développement, aux grandes fondations, à la Banque mondiale et aux autres sources de financement des programmes sur le VIH/SIDA. Des services de coordination technique multipartites ont été spécifiquement désignés par l'Évaluation comme mécanisme destiné à accroître les ressources techniques à la disposition des pays, dans les efforts qu'ils déploient pour élargir les ripostes nationales au VIH/SIDA.

Répondant aux besoins des pays et avec l'approbation du CCP, des Services d'appui technique seront créés pour satisfaire les demandes des pays en matière de compétences techniques et de soutien dans les domaines prioritaires. Ces Services assureront aux pays un accès en temps opportun à des consultants de qualité, tout en renforçant les capacités existantes dans le pays par le biais d'une série de stratégies, notamment la formation et les approches d'apprentissage informel, y compris la désignation de mentors, la formation en cours d'emploi et les échanges horizontaux de connaissances. Les Services fourniront en outre un soutien aux réseaux de ressources techniques dans les domaines prioritaires afin de renforcer leur capacité à apporter une assistance technique en réponse aux besoins et aux demandes des pays.

Lacunes

Dans de nombreux pays, les principaux obstacles à l'élargissement des ripostes nationales à l'épidémie sont :

- 1) les capacités techniques insuffisamment développées ou sous-utilisées des individus, des institutions, des prestataires de services, des communautés, des stratèges et d'autres individus dans des domaines critiques, y compris, mais pas exclusivement, la planification stratégique, le calcul des coûts, le suivi et l'évaluation et la gestion des ressources humaines ; et
- 2) la mobilisation de ressources suffisantes auprès de toutes les sources disponibles.

Approche de CRD

- 1) Soutenir les processus de planification et de constitution de partenariats nécessaires pour le développement, la gestion, le fonctionnement et le financement des Services régionaux d'appui technique.
- 2) Encadrer la gestion et le fonctionnement des Services régionaux d'appui technique.

Domaines d'intervention	Indicateurs	Partenaires principaux
<p>Encadrer la création, la gestion et le fonctionnement des Services régionaux d'appui technique dans chaque région. L'ONUSIDA (Secrétariat, Groupes thématiques des Nations Unies, bureaux régionaux des Coparrainants) facilitera l'identification et le suivi des besoins techniques dans les régions ainsi que la création de centres techniques régionaux qui contribueront à donner aux pays un accès en temps voulu au savoir-faire et aux compétences.</p>	<p>% des pays prioritaires bénéficiant d'un appui technique efficace grâce aux Services régionaux d'appui technique</p> <p>Mécanismes et partenariats nationaux/régionaux répondant aux besoins des pays en matière de ressources techniques</p>	<p>Coparrainants</p> <p>Equipes interpays</p> <p>SMI</p>
<p>Assurer l'évaluation des Services régionaux d'appui technique. Le Secrétariat de l'ONUSIDA facilitera un examen et une évaluation multipartites de l'utilité et de l'efficacité des modèles et diffusera les rapports d'évaluation.</p>	<p>Rapport d'évaluation achevé et disponible</p>	<p>Coparrainants</p> <p>Equipes interpays</p>

Annexes

- Annexe 1 :** Résumé des recommandations du CCP
- Annexe 2 :** Budget de CRD 2003-2005
- Annexe 3 :** Cartes mondiales de la présence de l'ONUSIDA dans les pays et de la croissance attendue à l'échelon pays avant la fin de 2005
- Annexe 4 :** La crise du SIDA en Afrique australe – 10 actions pour renforcer la riposte du système des Nations Unies (approuvées par le Comité des Organisations coparrainantes de l'ONUSIDA en avril 2003)
- Annexe 5 :** Le programme ONUSIDA/UNITAR sur les compétences en matière de lutte contre le SIDA

Annexe 1. Résumé des recommandations du CCP

Domaine d'activité	Résumé des recommandations du CCP
Plans nationaux	Action 4 : Encourager les gouvernements nationaux à incorporer le VIH/SIDA en tant que question thématique transversale spécifique qu'ils suivront dans leurs plans nationaux de développement économique et social et leurs stratégies nationales de développement et de lutte contre la pauvreté, les Cadres de dépenses à moyen terme et les programmes couvrant l'ensemble d'un secteur.
Examens communs conduits par les gouvernements	Action 5 : Aider et appuyer les gouvernements nationaux à conduire des examens périodiques de la mise en œuvre de leur Plan national de lutte contre le SIDA.
Investissements internationaux dans les Plans nationaux de lutte contre le SIDA	Action 6 : Encourager les donateurs de l'OCDE et les autres donateurs à associer leur financement des programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans les pays à l'exécution des stratégies nationales (en particulier, les stratégies nationales de développement et de lutte contre la pauvreté).
	Action 7 : Encourager les donateurs de l'OCDE et les autres donateurs, eu égard à leurs investissements financiers destinés à combattre le VIH/SIDA dans les pays acheminés par le biais des mécanismes des organisations du système des Nations Unies, à donner la priorité aux actions qui sont intégrées dans les CSLP et les Cadres de dépenses à moyen terme nationaux, et sont clairement formulées au sein de l'UN-ISP.
UN-ISP	Action 8 : Elaborer des UN-ISP pleinement intégrés, conformes aux besoins recensés dans les plans nationaux de lutte contre le SIDA, qui présentent le soutien actuel et prévu des organisations du système des Nations Unies à la mise en œuvre des Stratégies nationales sur le SIDA.
	Action 9 : Demander un rapport d'activité annuel écrit sur la mise en œuvre de l'UN-ISP aux Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA, par l'intermédiaire du Coordonnateur résident des Nations Unies, dans tous les pays recevant un appui de l'ONUSIDA.
Renforcement des capacités nationales d'utilisation des données, de suivi et d'évaluation	Action 10 : Intensifier les efforts pour appuyer les acteurs nationaux dans l'élargissement et le renforcement de leurs capacités et de leurs systèmes pour : suivre l'épidémie et la riposte nationale, évaluer les interventions et améliorer l'analyse et l'utilisation des données de surveillance.
	Action 12 : Prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que le CRIS est mis au point en consultation avec les gouvernements et qu'il est opérationnel dans tous les pays où le besoin est le plus urgent avant fin 2003.
Partenariats nationaux	Action 13 : Intensifier l'appui aux pays pour la constitution de partenariats axés sur la mise en œuvre d'un plan national de riposte au SIDA avec la participation du gouvernement, de la société civile, des organisations communautaires, du secteur privé et des acteurs internationaux, l'accent étant mis tout particulièrement sur la participation des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Donner des conseils concernant les meilleures pratiques dans ce domaine.
Fourniture de ressources techniques à l'appui des efforts nationaux	Action 14 : Prévoir dans son prochain projet de BPTI des crédits en vue d'octroyer davantage de ressources techniques aux pays. Ces ressources leur seront allouées au travers de mécanismes régionaux coordonnés et facilités par l'ONUSIDA. L'on prévoit que ces activités seront basées sur les efforts institutionnels nationaux et régionaux existants.

Domaine d'activité	Résumé des recommandations du CCP
Plaidoyer renforcé à l'échelon des pays	<p>Action 15 : Prendre les mesures nécessaires à l'échelon des pays pour appuyer l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'une stratégie explicite de sensibilisation du Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA afin d'étendre la riposte à l'ensemble du système des Nations Unies en synergie avec la stratégie nationale de lutte contre le SIDA.</p>
	<p>Action 16 : Intensifier l'appui aux pays pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies qui engagent de nombreux acteurs différents, notamment les médias et d'autres acteurs de la société civile, dans des approches de sensibilisation plus durables pour lutter contre l'épidémie.</p>
Promotion des meilleures pratiques dans les pays	<p>Action 17 : Intensifier les efforts dans les pays pour promouvoir et appuyer la diffusion d'une série de documents sur les meilleures pratiques moyennant un effort pluri-institutionnel et multipartenaire plus soutenu.</p>
Enjeux du VIH/SIDA dans le contexte de la sécurité, de la stabilité et de l'action humanitaire	<p>Action 18 : Mettre au point et faciliter des interventions visant à s'attaquer aux problèmes de la prévention, des soins et du traitement du VIH/SIDA dans le contexte de la sécurité et de la stabilité.</p>
	<p>Action 19 : Appuyer les organisations humanitaires internationales ainsi que les gouvernements et d'autres acteurs pour une action efficace lors d'urgences humanitaires. Appuyer l'élaboration d'une stratégie et d'un plan opérationnel pour une action humanitaire dans les pays où les effets de l'épidémie aggravent considérablement l'impact d'autres catastrophes humanitaires.</p>
Financer l'accélération programmatique	<p>Action 20 : Continuer à développer le dispositif des Fonds d'accélération programmatique (FAP) en l'axant plus stratégiquement sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la planification et le développement des programmes ; • le renforcement des activités et des capacités de suivi et d'évaluation ; • le renforcement de la création de partenariats et de la mobilisation des ressources ; et • le financement des actions visant à organiser et promouvoir plus efficacement les ressources techniques fournies par l'intermédiaire des programmes des Coparrainants et d'une assistance supplémentaire aux partenaires de programmation dans les pays pour accélérer leurs efforts.
Développement et responsabilités du Groupe thématique	<p>Action 21 : Réviser, actualiser et clarifier la méthode prévue de travail des Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA en étroite collaboration avec l'UNDG, en tenant compte des délibérations du CCP sur le Rapport d'Evaluation et à la lumière des propositions de réforme du Secrétaire général.</p>
Capacité du système des Nations Unies dans les pays renforcée	<p>Action 22 : Le projet de BPTI pour le prochain exercice biennal inclura un plan spécifique et des dispositions pour le déploiement de ressources humaines et financières supplémentaires nécessaires pour renforcer les capacités du système des Nations Unies à appuyer les pays qui en ont le plus besoin dans les domaines suivants : suivi et évaluation ; mobilisation et suivi des ressources ; conseils en matière de politiques et services techniques ; mise en place de partenariats, notamment avec la société civile et le secteur privé.</p>
Coordonnateurs de Programme ONUSIDA	<p>Action 23 : Prendre des dispositions sans tarder pour placer des Coordonnateurs de Programme ONUSIDA dans les Pays en commençant par ceux où le besoin est le plus urgent afin d'aider les pays à entreprendre et à maintenir une riposte élargie efficace ; et d'offrir des occasions stratégiques au système des Nations Unies de contribuer à l'intensification de ces ripostes.</p>

Domaine d'activité	Résumé des recommandations du CCP
Nomination et rotation des présidents des Groupes thématiques	Action 24 : Dans les pays où le besoin se fait particulièrement sentir, le Directeur exécutif, en concertation étroite avec le Coordonnateur résident des Nations Unies et le Responsable exécutif de l'organisme coparrainant concerné, proposera la nomination de représentants de certains organismes aux fonctions stables de plus d'un an de Président du Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA.
Formation complémentaire du personnel du système des Nations Unies où le besoin est le plus pressant	Action 25 : Le prochain projet de BPTI qui sera soumis au CCP prévoira un programme de formation intensif sur le VIH/SIDA, y compris un cours d'introduction, à l'intention de tous les personnels concernés du système des Nations Unies dans les pays où le besoin est le plus urgent.
Activités régionales et interpays à l'appui des pays	Action 26 : Le prochain projet de BPTI mettra en évidence le mandat révisé des équipes interpays de l'ONUSIDA et l'appui budgétaire y relatif correspondant aux fonctions de base
Forums mondiaux sur les politiques et « collaboration horizontale »	Action 32 : Intensifier les efforts et mettre sur pied des ripostes systématiques pour appuyer l'élaboration de politiques et de stratégies dans les domaines des questions émergentes en organisant des forums sur les politiques et en leur octroyant un appui en matière d'information. Ces questions traiteront des populations à risque et vulnérables, de l'appui à une collaboration horizontale « de groupe à groupe » et de l'échange des données et de l'information entre entités nationales et régionales.
Informations sectorielles et systèmes de données	Action 33 : Le prochain BPTI prévoira le renforcement de la collecte et de l'analyse de données dans des secteurs clés à l'échelon mondial, régional et national – en particulier les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, de l'éducation, de la santé et de la protection sociale – y compris l'établissement d'une liste des sources de données existantes et un meilleur accès à celles-ci, la diffusion des analyses clés, l'incitation à la mise au point de méthodologies analytiques comparables et homogènes.
CRIS	Action 34 : Le prochain projet de BPTI qui sera soumis au CCP inclura un appui aux niveaux mondial et régional pour une meilleure mise au point et utilisation du CRIS et d'autres instruments.
Améliorations à apporter au processus du BPTI	Action 36 : Des estimations régionales et nationales des dépenses prévues des Coparrainants devront figurer dans le prochain projet de BPTI.

Annexe 2. Budget de CRD 2003-2005

Même si, depuis quelques années, on observe une augmentation du soutien financier aux ripostes locales au VIH/SIDA, il reste un écart important entre les ressources allouées et les besoins estimés. Cela est également vrai pour les ressources financières consacrées à la coopération mondiale contre le VIH/SIDA par l'intermédiaire de l'ONUSIDA.

Pour que l'ONUSIDA puisse faire en sorte que les résultats soient atteints dans ses domaines d'engagement et de coopération, il a besoin d'une augmentation de 30 millions de dollars de ses ressources annuelles. Ce montant apporterait des fonds supplémentaires utiles au leadership des Coparrainants dans des domaines essentiels d'intervention et augmenterait le niveau des activités aux niveaux national et local.

Le mandat fondamental de CRD est de faciliter les réussites à l'échelon des pays. Par conséquent, une augmentation des ressources de l'ONUSIDA à l'appui des efforts nationaux de lutte contre le VIH/SIDA exigerait une plus grande mobilisation de CRD. Avec les budgets de base approuvés dans le BPTI, les résultats clés de CRD seront réalisés au niveau prévu, mais les ressources ne sont pas suffisantes pour réellement atteindre les objectifs généraux envisagés à l'échelon des pays. Il conviendra de s'en souvenir lorsque des ressources supplémentaires seront programmées à l'avenir pour des résultats à l'échelon pays.

Objectif stratégique de CRD	Résultats clés	Budget 2003 (fonds restants du BPTI 2002-2003)	Budget 2004-2005 (BPTI de base approuvé)
Donner au leadership les moyens d'une riposte efficace à l'échelon pays	Organismes nationaux de coordination de la lutte contre le SIDA renforcés	458,390	1,176,657
	Initiatives régionales et nationales de leadership soutenues pour renforcer les ripostes nationales	350,000	3,887,649
	Programmation conjointe des Nations Unies améliorée par l'élaboration et la mise en œuvre des UN-ISP et des actions régionales des Nations Unies	602,895	835,694
Sous-total		1,411,285	5,900,000
Mobiliser et responsabiliser les partenariats publics, privés, de la société civile et du secteur privé à l'échelon des pays	Forums partenariaux renforcés et élargis à l'échelon des pays, par l'intégration de la société civile et du secteur privé	245,000	1,119,221
	Société civile habilitée au dialogue social, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques	160,000	880,779
Sous-total		405,000	2,000,000
Permettre et renforcer la gestion de l'information stratégique par le pays	Meilleures pratiques spécifiques au pays identifiées, documentées, diffusées et appliquées	164,264	398,374
	Information stratégique obtenue grâce aux rapports d'activité du pays et à l'analyse des tendances régionales	188,481	601,626
Sous-total		352,745	1,000,000

Développer les capacités à suivre, surveiller et évaluer les ripostes des pays	Système d'information sur la riposte des pays créé pour suivre, surveiller et évaluer les ripostes des pays	311,542	2,374,440
	Examens participatifs des activités nationales conduits par le gouvernement organisés	230,000	1,012,873
	Définition des lacunes en matière de ressources, calcul des coûts et budgétisation des plans et allocation stratégique des ressources	439,720	1,062,687
Sous-total		981,262	4,450,000
Faciliter l'accès aux ressources techniques et financières à l'échelon des pays	VIH/SIDA intégré dans les cadres pertinents de développement	225,000	897,222
	Pays soutenus pour obtenir des ressources financières	423,897	1,999,074
	Appui technique aux partenaires fourni par des Mécanismes de coordination technique	1,482,538	3,903,704
Sous-total		2,131,435	6,800,000
	Services de base à l'appui des pays (5%)		700,000
Totaux		5,281,727	20,850,000

Annexe 3. Cartes mondiales de la présence de l'ONUSIDA dans les pays et augmentation prévue avant la fin de 2005

Carte 1 : Présence actuelle dans les pays, juin 2003 (voir page 68).

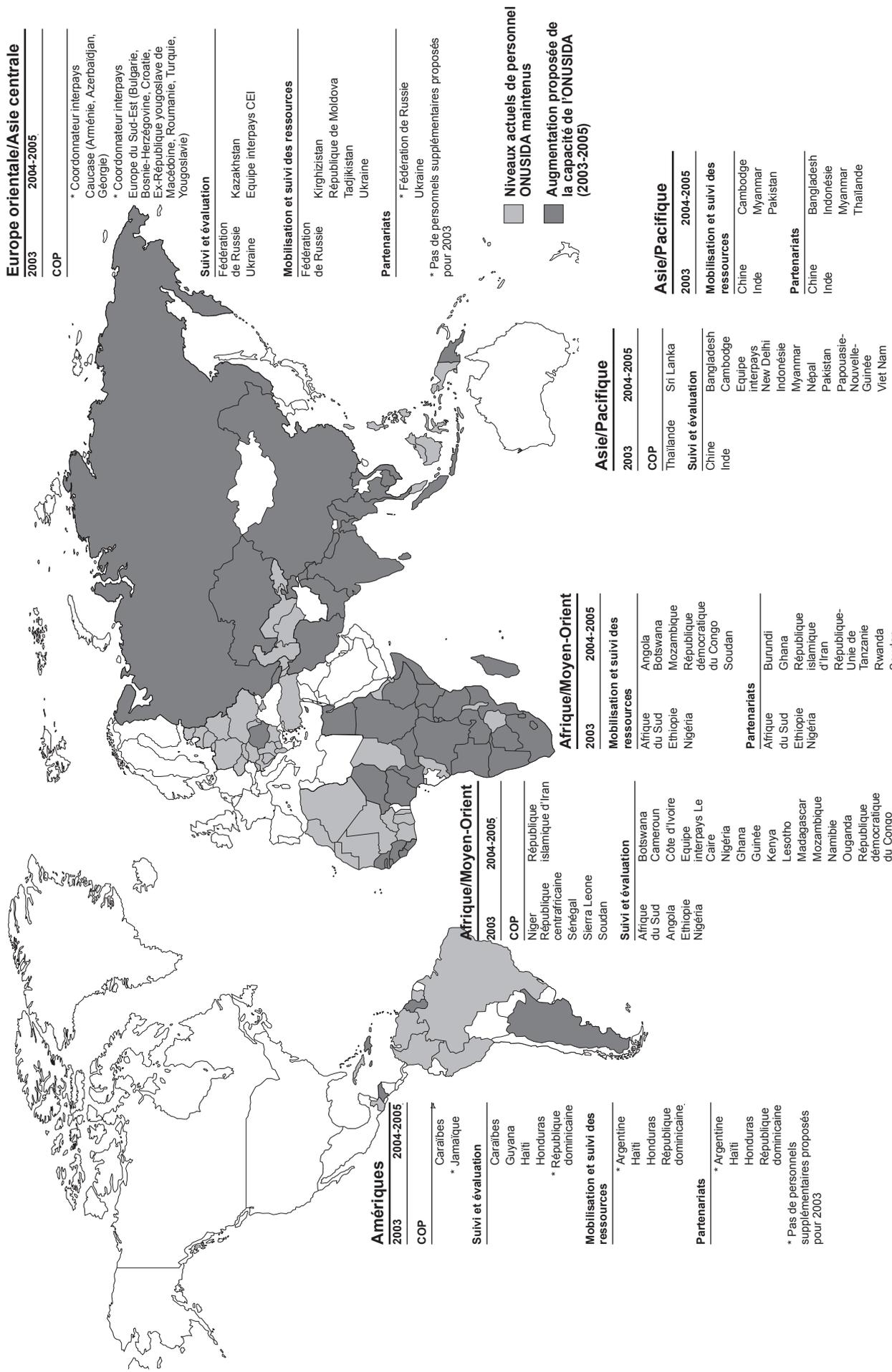
Carte 2 : Augmentation proposée de la capacité de l'ONUSIDA par pays (2003-2005)
(voir page 69).

Présence actuelle dans les pays, juin 2003



■ Présence actuelle dans les pays

Augmentation proposée de la capacité de l'ONUSIDA par pays (2003-2005)



Europe orientale/Asie centrale

2003	2004-2005
COP	

* Coordonnateur inter pays
Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie)
* Coordonnateur inter pays
Europe du Sud-Est (Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Roumanie, Turquie, Yougoslavie)

Suivi et évaluation

Fédération de Russie	Kazakhstan
Ukraine	Equipe inter pays CEI

Mobilisation et suivi des ressources

Fédération de Russie	Kirghizistan
	République de Moldova
	Tadjikistan
	Ukraine

Partenariats

* Fédération de Russie
Ukraine

* Pas de personnels supplémentaires proposés pour 2003

■ Niveaux actuels de personnel ONUSIDA maintenus

■ Augmentation proposée de la capacité de l'ONUSIDA (2003-2005)

Asie/Pacifique

2003	2004-2005
------	-----------

COP

Thaïlande Sri Lanka

Suivi et évaluation

Chine	Bangladesh
Inde	Cambodge

Equipe inter pays

New Delhi

Indonésie

Myanmar

Népal

Pakistan

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Viet Nam

Asie/Pacifique

2003	2004-2005
------	-----------

Mobilisation et suivi des ressources

Chine

Inde

Cambodge

Myanmar

Pakistan

Thaïlande

Afrique/Moyen-Orient

2003	2004-2005
------	-----------

Mobilisation et suivi des ressources

Angola

Botswana

Mozambique

République démocratique du Congo

Soudan

Partenariats

Burundi

Ghana

République islamique d'Iran

République-Union de Tanzanie

Rwanda

Soudan

Afrique/Moyen-Orient

2003	2004-2005
------	-----------

COP

Niger

République islamique d'Iran

République centrafricaine

Sénégal

Sierra Leone

Soudan

Suivi et évaluation

Afrique du Sud

Angola

Côte d'Ivoire

Equipe inter pays Le Caire

Nigeria

Ghana

Guinée

Kenya

Lesotho

Madagascar

Mozambique

Amériques

2003	2004-2005
------	-----------

COP

Caralbes

* Jamaïque

Suivi et évaluation

Caralbes

Guyana

Haiti

Honduras

* République dominicaine

Mobilisation et suivi des ressources

* Argentine

Haiti

Honduras

République dominicaine

* Pas de personnels supplémentaires proposés pour 2003

Partenariats

* Argentine

Haiti

Honduras

République dominicaine

* Pas de personnels supplémentaires proposés pour 2003

Annexe 4. La crise du SIDA en Afrique australe – 10 actions pour renforcer la riposte du système des Nations Unies (adoptées par le Comité des Organisations coparrainantes de l'ONUSIDA en avril 2003)

Action à l'échelon pays

1. Si ce n'est pas encore le cas, les Equipes des Nations Unies dans les pays examineront, collectivement et par institution, leur programme d'activités et leur stratégie, afin de veiller à ce que l'action sur le SIDA soit au cœur des efforts du système des Nations Unies. Cette activité sera facilitée/soutenue par les Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans les Pays.
2. Le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, avec les Chefs de secrétariat des organisations coparrainantes respectives et en collaboration étroite avec le Coordonnateur résident, examinera le leadership du Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA.
3. Elaborer et mettre en œuvre des ripostes nationales communes, assorties de dispositions harmonisées avec les autres partenaires stratégiques. Le CCP, en décembre 2002, a souligné la nécessité d'un programme commun des Nations Unies à l'échelon pays, qui réunirait les compétences et les ressources financières pour appuyer la riposte nationale.
4. Les Equipes des Nations Unies dans les pays formuleront des plans de plaidoyer, s'appuyant sur l'autorité morale des Nations Unies pour faire avancer les discussions et le débat politique public sur des questions essentielles – même sensibles. Ces plans prévoient des actions spécifiques pour tous les représentants dans les pays.
5. Examiner l'affectation des personnels existants du Secrétariat de l'ONUSIDA afin d'accroître le leadership des Nations Unies dans le domaine du SIDA et de soutenir la riposte du système des Nations Unies dans sa totalité, en faisant en sorte que les Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans les Pays deviennent membres à part entière des Equipes des Nations Unies dans les pays. Des personnels supplémentaires seront ajoutés dans des domaines clés, conformément aux directives figurant dans les décisions prises par le CCP en décembre 2002 et aux dispositions du Budget-plan de travail intégré en cours. Ces domaines seront notamment le suivi et l'évaluation, la constitution de partenariats et la mobilisation et le suivi des ressources.
6. Mise en place en commun avec des Coparrainants choisis du Système d'information sur la riposte des pays (CRIS) dans six pays au moins, permettant une interface avec les bases de données existantes. Le CRIS contribuera à recueillir et analyser systématiquement des données et informations stratégiques sur la situation et la riposte dans les pays.
7. Confirmer l'utilisation élargie des Comités d'évaluation de la vulnérabilité régionaux et nationaux existants, pour estimer la vulnérabilité accrue des communautés de la région en raison du SIDA. Il s'agira (i) de l'identification des communautés particulièrement touchées ; et (ii) par l'intermédiaire de la participation de l'ONUSIDA au Bureau régional interinstitutions de coordination et d'appui (RIACSO), de contribuer à l'organisation d'un examen régional des données les plus récentes pour améliorer notre compréhension commune.

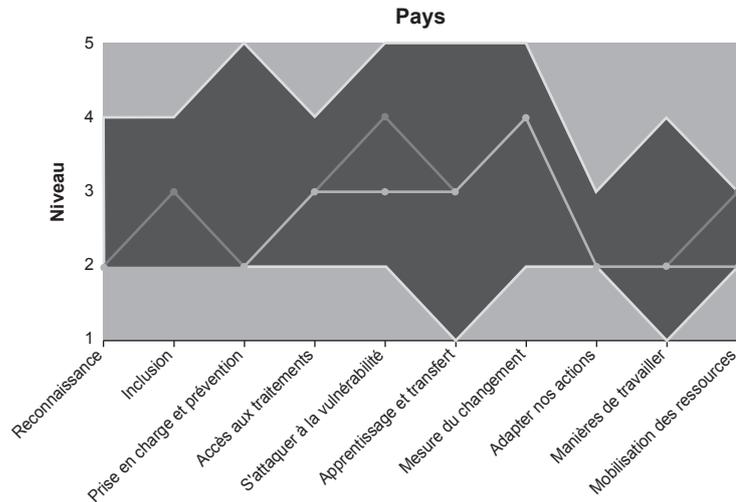
8. Les Equipes des Nations Unies dans les pays examineront, collectivement et individuellement, leur programme de travail pour faire en sorte que les questions relatives à l'émancipation des femmes soient intégrées et que des activités particulières soient entreprises pour s'occuper des besoins et des rôles de la femme en matière de prévention, de prise en charge et de traitement du VIH/SIDA et dans la riposte à l'impact du SIDA.
9. Faciliter et soutenir la réalisation des examens participatifs des plans nationaux conduits par les gouvernements (comme celui qui a récemment été fait au Malawi), dans l'optique de la mise en œuvre et de l'absorption rapides des ressources supplémentaires. Dans le même temps, promouvoir et faciliter la constitution de forums partenariaux durables destinés à engager le dialogue entre tous les acteurs de la société. Cette activité encouragera en outre une plus grande transparence, en abordant les questions de gouvernance.

Action régionale

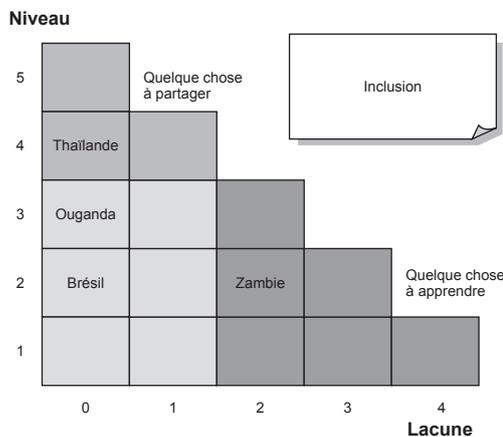
10. Entretenir une collaboration étroite entre l'ONUSIDA et le RIACSO (notamment en transférant du personnel de l'Equipe interpays du Secrétariat de l'ONUSIDA à Pretoria pour renforcer le leadership et l'appui dans le domaine du VIH/SIDA) et définir le rôle du RIACSO après avril 2004.

Annexe 5. Le programme ONUSIDA/UNITAR pour le renforcement des compétences en matière de lutte contre le SIDA

L'ONUSIDA et l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR) présentent un programme destiné à développer la capacité humaine de lutte contre le VIH/SIDA. L'objectif que nous visons est de doter les sociétés de compétences pour lutter contre le SIDA. La compétence en matière de lutte contre le SIDA signifie que nous – en tant que membres des familles, des communautés, des organisations et des cercles de prise de décisions – admettons l'existence du VIH et du SIDA, tirons parti des forces existantes pour consolider notre capacité de réaction et réduire la vulnérabilité et les risques, apprenons et échangeons les expériences avec les autres et réalisons tout notre potentiel.



Comme point de départ, nous avons élaboré un processus d'auto-évaluation par lequel les divers acteurs apprennent environ huit pratiques essentielles à un groupe compétent en matière de SIDA et échangent leurs connaissances. Il s'agit d'un processus simple permettant aux individus d'évaluer eux-mêmes les domaines où ils ont déjà de bonnes pratiques et ceux où ils pourraient s'améliorer.



En comparant leur niveau de capacité avec celui des autres, ils se font une idée des personnes dont ils devraient s'inspirer pour améliorer leur capacité dans ces pratiques. A mesure que les groupes franchissent les étapes, ils développent leur capacité de lutte contre le VIH et le SIDA. Le principal résultat auquel l'on parvient est un "diagramme en forme de rivière" qui donne une vue d'ensemble sommaire et rapide des scores réels et des scores cibles pour chaque groupe. Les scores maximums et minimums sont indiqués à titre comparatif sous forme de berges de la rivière.

Pour de plus amples informations concernant une pratique particulière, un "diagramme en escaliers" montre les scores des groupes et leur désir de s'améliorer tout en présentant ceux qui ont quelque chose à apprendre et quelque chose à partager.

Les gens identifient les pratiques qu'ils veulent développer et peuvent recourir aux réseaux techniques pour échanger électroniquement, en mettant à contribution les relations tissées lors des voyages d'études et des réunions. Ils peuvent contacter des personnes qui ont déjà essayé de faire quelque chose dans le contexte qui leur est propre, par le truchement

de People-Connector, un réseau mondial qui collecte les expériences dans le domaine de la lutte contre le VIH/SIDA. En échangeant les pratiques, l'on peut, ensemble, bâtir quelque chose de bien meilleur.

Quelles sont les prémisses de base de cette méthode?

- Les réponses efficaces s'appuient sur les forces des communautés et leur collaboration avec les prestataires de services et les décideurs.
- Les communautés, les organisations et les personnes influençant les politiques peuvent développer continuellement la capacité humaine pour atteindre la compétence en matière de lutte contre le SIDA.
- Nous pouvons utiliser nos propres connaissances et notre propre expérience et adapter celles des autres de sorte que tout un chacun devienne plus apte à faire face au VIH et au SIDA. Tout le monde a quelque chose à partager et quelque chose à apprendre.
- La création de réseaux avec des individus expérimentés est un bon moyen de développer les bonnes pratiques.

A qui cela s'adresse-t-il?

- A tout groupe (que ce soit une communauté ou une organisation) qui désire évaluer sa compétence en matière de lutte contre le VIH/SIDA : *les quartiers, les jeunes, une entreprise, les agents de santé, les établissements et responsables religieux, etc.*
- A tout partenariat, qu'il soit mondial, national, régional ou local, qui désire évaluer sa compétence en matière de lutte contre le VIH/SIDA : *un sous-district, une ville, un forum partenarial national, etc.*

Pourquoi utiliser ce processus?

- Pour évaluer votre degré de compétence et apprécier votre évolution au fil du temps
- Pour fixer des objectifs spécifiques en vue d'améliorer les pratiques en matière de compétences pour la lutte contre le SIDA
- Pour identifier les connaissances que vous avez à partager et ce qu'il vous faut apprendre auprès des autres.
- Pour établir un lien avec ceux qui ont déjà acquis une certaine expérience.

Les étapes suivantes

Dans le cadre d'une coopération avec les organisations partenaires actives dans le pays et spécialisées dans l'apprentissage à partir de l'action, l'Equipe de renforcement des compétences en matière de lutte contre le SIDA axera ses efforts sur : a) la facilitation de l'apprentissage à partir de l'action, b) l'auto-évaluation des compétences en matière de lutte contre le SIDA, et c) l'appui à l'échange de connaissances au sein des pays et entre eux.

L'équipe favorisera et encouragera la méthode de facilitation de sorte qu'elle prenne solidement pied dans les pays. Dans chaque pays participant, une organisation partenaire travaillera avec une équipe nationale de facilitation pour appuyer l'auto-évaluation des compétences en matière de lutte contre le SIDA par les communautés, les entreprises, les prestataires de services et les décideurs et pour améliorer leur capacité à échanger les leçons tirées de l'expérience. Ces groupes seront invités à évaluer eux-mêmes leur capacité actuelle de riposte au VIH/SIDA et à se fixer des objectifs pour l'avenir. Ils peuvent comparer leur capacité actuelle à celle des autres groupes pour déterminer ceux avec lesquels ils pourraient échanger.

En collaboration avec les Nations Unies et leurs homologues qui sont au service des réseaux techniques, l'équipe développera sa capacité à distiller et échanger des connaissances.

Nous saurons que nous avons atteint notre objectif quand le niveau de compétence s'étendra dans les pratiques aux niveaux national, des districts et des communautés ; dans le pays, dans les villes et au sein des organisations. A terme, cela favorisera la réduction du nombre de cas de VIH et de SIDA.

Si vous désirez adhérer au programme, veuillez contacter Jean-Louis Lamboray (lamborayj@unaids.org) ou Geoff Parcell (parcellg@unaids.org). Nous vous aiderons à contacter des gens qui ont des choses à partager. Si vous désirez vous informer sur la procédure d'adhésion à un réseau et sur l'utilisation d'un espace de travail en ligne, veuillez prendre contact avec Marlou De Rouw (derouwm@unaids.org). Charlotte Diez (charlotte.diez@unitar.org) encourage les villes à adhérer au programme.

Si vous cherchez des informations, vous en trouverez sur People-Connector (<http://www.unaids.org/peopleconnector>) qui est un système de pages jaunes en préparation.

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) unit dans un même effort les activités de lutte contre l'épidémie de neuf organismes des Nations Unies : le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Banque mondiale.

L'ONUSIDA, en tant que programme coparrainé, rassemble les ripostes à l'épidémie de ses neuf organismes coparrainants, tout en ajoutant à ces efforts des initiatives spéciales. Son but est de conduire et de soutenir l'élargissement de l'action internationale contre le VIH sur tous les fronts. L'ONUSIDA travaille avec un large éventail de partenaires – gouvernements et ONG, monde des affaires, scientifiques et non spécialistes – en vue de l'échange de connaissances, de compétences et des meilleures pratiques à travers les frontières.



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

ONUSIDA

UNICEF • PAM • PNUD • UNFPA • ONUDC
OIT • UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

